

# Revue annuelle mondiale et comptes financiers consolidés de Plan 2014



# SOMMAIRE

<b>Plan en 2014</b>	<b>1</b>
<b>Le mot de la Présidente</b>	<b>2</b>
<b>Le mot du Directeur général</b>	<b>3</b>
<b>Les jeunes ambassadeurs de Plan</b>	<b>4</b>
<b>À propos de Plan</b>	<b>6</b>
<b>Notre stratégie</b>	<b>8</b>
<b>Notre travail en 2014</b>	
Notre campagne Parce que je suis une fille	10
Développement intégré de la petite enfance	12
Gestion des risques de catastrophe	14
Éducation	16
Participation des enfants	18
Sécurité économique	20
Eau et assainissement	22
Protection des enfants	24
Santé sexuelle et reproductive	26
<b>Nos partenaires de financement</b>	<b>28</b>
<b>Situation financière</b>	<b>30</b>
<b>Réalisations et prix</b>	<b>32</b>

Cette revue vise à présenter les progrès accomplis par Plan dans la réalisation de sa vision et de sa mission entre juillet 2013 et juin 2014.

## **Protection des enfants**

Dans toutes ses activités, Plan s'engage à garantir la protection, la sécurité, l'intimité et la dignité de tous les enfants auprès desquels nous travaillons. Pour toute question ou préoccupation concernant la protection des enfants au sein de Plan, veuillez nous contacter à l'adresse [child.protection@plan-international.org](mailto:child.protection@plan-international.org)



**Aux Philippines, un mois après le passage dévastateur du typhon Haiyan dans leur communauté, des enfants assistent à un spectacle donné par Clowns Sans Frontières, un partenaire de Plan.**

© Plan

# PLAN INTERNATIONAL EN 2014

TOTAL DES REVENUS :

**722 millions  
d'euros**

**6 % de croissance annuelle**

Revenus tirés du parrainage : 354 millions d'euros

Revenus tirés des subventions : 232 millions d'euros

TOTAL DES DÉPENSES :

**709 millions  
d'euros**

**1 % de croissance annuelle**

**8 408 agents ont travaillé auprès de**

**86 676** communautés

**dans 50 pays de programme**

**Nos zones d'intervention ont couvert**

**164,9** millions de personnes

**dont**

**81,5** millions d'enfants

---

**Nous avons travaillé en partenariat avec**

**3 878** gouvernements nationaux et autorités locales

**1 110** organisations non gouvernementales

**27 777** groupes communautaires locaux

---

**Nous avons formé 859 450 personnes, dont**

**104 231** éducateurs

**289 437** agents de santé

**272 755** spécialistes de la protection des enfants

**135 762** spécialistes des compétences professionnelles et commerciales

# LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

© Plan / Niels Busch



Je suis heureuse de vous présenter la Revue annuelle mondiale et les comptes financiers consolidés de l'exercice 2013-2014 alors que j'occupe pour la dernière année la fonction de présidente du Conseil d'administration international et de l'Assemblée des membres de Plan International.

Au cours de cette année, nous avons prêté une attention particulière au programme de transformation de notre modèle opérationnel qui doit permettre à toutes les composantes de Plan d'œuvrer ensemble de façon plus efficace et plus transparente. Même si la transformation d'une organisation d'une telle envergure pose un certain nombre de difficultés, nous sommes plus que jamais déterminés à apporter ces changements afin d'améliorer les résultats pour les enfants. Nous avons d'ailleurs accompli des progrès remarquables sur plusieurs aspects du programme de transformation au cours de l'année.

Nous avons notamment créé une nouvelle marque mondiale, dont nous attendons impatiemment le lancement en 2015, pour illustrer et soutenir notre approche « Un Plan ». Je suis également ravie de vous faire savoir que des étapes importantes ont été franchies par certains membres de la famille Plan. Plan Inde et la Fondation

Plan en Colombie ont rempli les critères pour assumer la pleine responsabilité de la gestion de leurs programmes. L'Assemblée des membres a aussi approuvé la création de nouvelles organisations nationales en Thaïlande et au Brésil, deux pays qui se caractérisent par un fort potentiel sur le plan de la collecte de fonds, mais aussi par leur besoin urgent de programmes adaptés pour atteindre les enfants les plus marginalisés.

La participation de deux jeunes représentants du Comité international de pilotage des jeunes de Plan aux réunions de l'Assemblée des membres de cette année a reçu un grand soutien. Les jeunes membres continueront de participer pleinement aux réunions, car notre organisation tient à se montrer encore plus redevable à l'égard des enfants.

Pour conclure, c'est à regret que je termine ma dernière

introduction de la Revue annuelle. Ayant accepté la proposition du Secrétaire général des Nations Unies de diriger la mission de maintien de la paix de l'ONU au Soudan du Sud, je dois quitter la fonction de présidente de Plan. J'ai eu la chance de travailler avec un grand nombre de personnes talentueuses et j'ai été sincèrement encouragée par le dévouement et l'engagement de Plan en faveur de l'amélioration de la vie des enfants. Je suis certaine que l'organisation continuera d'aller de succès en succès et j'en appellerai résolument à un soutien continu de Plan et des droits des enfants à travers le monde.

**Ellen Margrethe Løj**

Présidente, Conseil d'administration international et  
Assemblée des membres



**Mme Løj a rejoint Plan International après avoir travaillé pendant quatre ans au Liberia en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général auprès de la Mission des Nations Unies au Liberia et Coordonnatrice des opérations des Nations Unies. Après une brillante carrière de diplomate, Mme Løj a travaillé au sein de l'ONU et du gouvernement danois. Elle a notamment représenté son pays auprès du Conseil de sécurité et de l'Union européenne.**

# LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

© Plan / Steven Wright



Plan International entend aider tous les enfants à réaliser leur plein potentiel. Au cours de l'année dernière, nous avons accompli d'importants progrès dans la mise en œuvre de la stratégie 2011-2015 : Un Plan, un But — Droits et opportunités pour chaque enfant.

Cette stratégie repose sur deux priorités fondamentales : utiliser tous les outils des organisations non gouvernementales internationales modernes pour apporter du changement dans les vies des enfants (y compris le renforcement des initiatives de campagnes et des interventions humanitaires) et trouver des ressources pour favoriser et maintenir cette diversification d'outils.

L'enjeu est plus important que jamais. À travers nos programmes, des millions d'enfants découvrent des idées et des possibilités qui peuvent changer leurs vies. Des milliers de bénévoles et d'agents dévoués les aident à gagner en autonomie pour lutter contre la pauvreté, la violence et la discrimination.

Malgré les progrès réalisés dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, de nombreux enfants ne peuvent toujours pas exercer leurs droits, et les filles sont particulièrement laissées pour compte. Parmi ses principaux objectifs, la campagne Parce que je suis une fille aspire à permettre aux filles d'exercer leur droit à une éducation de qualité. Par ailleurs, en juin, les délégués des jeunes de Plan se sont rendus à l'Union africaine à Addis Abeba où ils ont appelé les États à augmenter les budgets nationaux consacrés à l'éducation (voir p. 11). Cet appel a contribué à ce que les donateurs mondiaux promettent plus de 22 milliards d'euros supplémentaires pour l'éducation. Cette visite constitue un exemple d'action de plaidoyer à l'échelle mondiale.

Les interventions en cas de catastrophe prennent également une part de plus en plus importante dans les programmes de Plan. Cette année, un nombre sans précédent de situations très urgentes a nécessité nos interventions. Aux Philippines, le typhon Haiyan a entraîné la mise en œuvre de la plus grande intervention jamais réalisée par Plan, tandis qu'au même moment, au Soudan du Sud, de nouvelles ressources nous aidaient à gérer les déplacements de masse (voir p. 15).

L'amélioration de la qualité des programmes et la mise à l'échelle des programmes éprouvés sont autant de priorités stratégiques pour Plan (voir p. 9). En décembre, nous avons monté une équipe de conseillers mondiaux qui s'occupent des normes des programmes et des meilleures pratiques. Au cours de l'année, notre module de formation

mixte Plan Academy a permis à plus de 500 membres du personnel d'en apprendre plus sur le développement communautaire centré sur l'enfant, un concept qui place les droits et la voix des enfants au cœur de notre combat contre la pauvreté.

Les entreprises partenaires jouent un rôle de plus en plus important dans notre travail. Par exemple, la mise en application d'un système d'enregistrement numérique des naissances basé sur la technologie mobile a commencé en partenariat avec Accenture Development Partnerships. De même, l'initiative Banking on Change avec la banque Barclays aide nos projets communautaires de groupes d'épargne à toucher plus de jeunes. Enfin, nous œuvrons avec la Fondation Nike pour promouvoir la Déclaration des filles et nos actions conjointes en faveur de l'intégration des filles dans le programme post-2015.

La part des subventions dans notre financement augmente depuis plusieurs années. Si cette diversification possède un impact positif sur l'innovation et la qualité des programmes, elle pose néanmoins des difficultés qui lui sont propres. Cette année, nous avons poursuivi la mise en œuvre de notre nouveau modèle opérationnel, notamment à travers des plans d'amélioration du recouvrement de la totalité des coûts auprès des donateurs des subventions. Nous cherchons à nous assurer que les ressources sont correctement réparties entre le financement qui passe par les subventions et les programmes qui sont financés par le parrainage.

J'ai pu voir cette année comment nos programmes donnent naissance à des leaders, au Brésil comme dans d'autres pays. Ces jeunes débatteurs pleins d'assurance se battent pour leurs droits et insufflent le changement en faisant entendre les demandes de leurs communautés. Nous devons soutenir ces jeunes personnes extraordinaires pour les aider à combler le fossé entre les espoirs et les réalités de la vie quotidienne de leurs communautés.

*Nigel Chapman*

**Nigel Chapman**  
Directeur général



© Plan

**En tant que Directeur général, Nigel Chapman dirige l'équipe de Plan International. Au Brésil, M. Chapman a rencontré des filles qui avaient exprimé leur envie de pratiquer des sports organisés comme la plupart des garçons. Dans le cadre de la campagne Parce que je suis une fille, Plan a organisé des tournois de football entre communautés afin d'accéder à la demande de ces jeunes filles.**

# LES JEUNES AMBASSADEURS DE PLAN

Aider les jeunes à faire entendre leur voix fait partie des principales priorités de Plan. Voici les portraits de cinq des nombreux jeunes bénévoles de Plan qui se sont exprimés en faveur des droits de l'enfant sur la scène internationale cette année.



## Helene, Allemagne

Tant de choses peuvent être accomplies quand les jeunes se font entendre.

J'ai grandi dans un petit village allemand où j'étais scolarisée dans une ville voisine appelée Celle. Ma famille parrainait un enfant par l'intermédiaire de Plan. J'adorais lire le magazine sur les parrainages et je m'intéressais aux vies des autres enfants. À l'âge de 14 ans, j'ai rendu visite à ma tante en Inde. Pour la première fois de ma vie, j'ai découvert la pauvreté et j'ai voulu améliorer la situation des enfants. J'ai commencé à m'engager en rejoignant un groupe de jeunes dont parlait un magazine de Plan. Cette année [en 2014], j'ai intégré un panel de jeunes conseillers dont la mission consiste à fournir le point de vue des jeunes sur le travail de Plan. Ce groupe comprend des adultes, mais il est dirigé par deux jeunes administrateurs élus qui jouissent pleinement du droit de vote. Je suis l'une d'entre eux.

En tant que membre de la délégation de jeunes, je me suis envolée pour l'Union africaine à Addis Abeba au mois de juin [2014]. C'est une expérience inoubliable. J'ai rencontré des personnes de toute l'Afrique et nous avons pu échanger des idées. J'ai été particulièrement touchée lorsque Christiana, de la Sierra Leone, m'a raconté comment elle avait été mariée alors qu'elle était enfant.

Tout développement passe par une éducation de haute qualité. Tant de choses peuvent être accomplies quand les jeunes se font entendre. Nous représentons l'avenir et c'est pourquoi notre avis doit être pris en compte dans les décisions.

**Helene, 22 ans, s'est rendue en juin au siège de l'Union africaine à Addis Abeba pour réclamer aux gouvernements du monde entier une hausse des dépenses nationales consacrées à l'éducation.**

© Plan

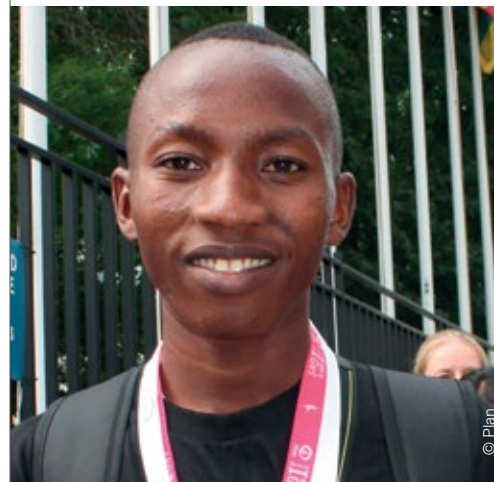
## Kamanda, Sierra Leone

Les jeunes sont au cœur du travail de Plan.

Je suis originaire d'un petit village composé de trois maisons près de Port Loko en Sierra Leone. Aujourd'hui, je suis membre du panel mondial de jeunes conseillers et de l'Assemblée des membres de Plan, le plus haut organe décisionnel de l'organisation. En tant que premier délégué des jeunes issu d'un pays de programme, j'y représente les enfants et les jeunes de l'Afrique de l'Ouest.

Les jeunes sont au cœur du travail de Plan. En plus d'être fragiles et marginalisés, les enfants sont parfois taxés de fainéantise et de vol. Je voudrais faire changer ce préjugé négatif. En nous intégrant dans son processus décisionnel, Plan montre qu'elle accorde de l'importance à la voix des jeunes.

L'Assemblée des membres est une plateforme qui nous permet de soulever des problèmes et de prendre des décisions pour l'ensemble de l'organisation. Nous y abordons tous les sujets. La grossesse chez les adolescentes, la pauvreté, les violences faites aux enfants et aux jeunes et le manque d'enseignants font partie des problèmes particulièrement présents en Sierra Leone. Nous discutons des lois de protection de la jeunesse et nous apportons notre avis aux discussions stratégiques. C'est une belle occasion de formation au leadership, et une mission très prenante et intense. Cette année, je me suis rendu au Ghana et en Allemagne pour discuter de nos difficultés avec des adultes, des collègues et d'autres jeunes. Je propose également d'encourager Plan à mettre en place un programme de bourse pour les enfants et les jeunes.



**Kamanda, 19 ans, est le premier délégué des jeunes d'un pays de programme à siéger au sein de l'organe décisionnel mondial de Plan, l'Assemblée des membres.**

© Plan

## Mayra, Guatemala

Je serai capable d'aider les autres filles dans la même situation que moi.

Je suis issue de la communauté indigène Alta Verapaz où de nombreuses filles ne terminent pas leur scolarisation. Nos parents pensent que nous devons nous consacrer aux tâches ménagères et à l'éducation de nos enfants. Quand mon père est parti, ma mère s'est occupée seule de nous tous.

En m'engageant avec Plan, j'ai découvert les risques du mariage précoce, mais aussi la notion de respect de soi. Plan m'a appris à exprimer mes idées dans ma communauté et à plaider pour le changement. Je suis retournée à l'école.

Pour moi, le renforcement des compétences des jeunes est la mission la plus importante de Plan. La campagne Parce que je suis une fille aussi est cruciale, car elle montre aux filles que l'accès à l'éducation peut entraîner un changement positif. Aujourd'hui, je travaille dur pour avoir les meilleures notes. J'aimerais avoir un diplôme de travailleur social. Ainsi, je serai capable d'aider les autres filles dans la même situation que moi à se battre pour réaliser leurs rêves.



**Mayra, 17 ans, s'est rendue à Londres pour s'exprimer devant les délégués du Sommet mondial pour mettre fin aux violences sexuelles dans les conflits, y compris le secrétaire d'État britannique des Affaires étrangères et l'actrice Angelina Jolie, Envoyée spéciale du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.**



## Aminah, Ouganda

Je voudrais améliorer les droits des enfants et des jeunes à Kampala, surtout pour les jeunes filles.

J'ai grandi avec mes huit frères et sœurs dans une maison à deux chambres située dans le quartier de Bwaise à Kampala. J'ai commencé à m'engager avec Plan en 2011. En avril, je me suis rendue au Forum urbain mondial de ONU-Habitat à Medellín en Colombie où j'ai parlé des problèmes rencontrés par les filles à Kampala, y compris les risques d'agression, la mauvaise qualité des transports publics, les problèmes d'assainissement et les inondations par temps de pluie.

Je voudrais améliorer les droits des enfants et des jeunes à Kampala, surtout pour les jeunes filles. Nous demandons aux autorités urbaines d'améliorer le système d'éclairage et les transports publics, par exemple en développant les moyens de transport sûrs comme le bus. Les représentants du Conseil de Kampala qui étaient présents à ce Forum ont convenu que les filles avaient besoin d'aide. Après le Forum, j'étais enthousiaste et ravie. Avant de rejoindre Plan, j'étais timide et je manquais de confiance en moi. Aujourd'hui, je fabrique et je vends de beaux sacs à main. Je compte aussi fonder un camp de jour où nous pourrions échanger sur les problèmes des filles et proposer des cours dans le domaine du leadership et des affaires.

**Aminah, 21 ans, s'est rendue au Forum urbain mondial de ONU-Habitat en Colombie pour réclamer le renforcement de la sécurité des filles dans les villes.**

## Ridwan, Indonésie

Je veux aider les autres enfants à obtenir leur certificat de naissance en Indonésie.

J'habite à Jakarta Est avec mes parents. Quand je suis né, ils ne savaient pas qu'il fallait récupérer un certificat de naissance. Sans aucune preuve de mon nom, j'étais la risée des autres enfants qui disaient que j'étais « illégitime ». Après avoir dû quitter l'école, j'ai chanté dans la rue pour gagner un peu d'argent. Mais sans certificat de naissance, on peut se faire arrêter et emprisonner.

Un jour, j'ai vu des enfants qui apprenaient à lire et à écrire. Un homme m'a invité à me joindre à eux. Je suis devenu membre de Yayasan Rumah Kita, une organisation partenaire de Plan Indonésie, où je me sentais en sécurité avec les autres enfants. Je voulais retourner sur les bancs de l'école, mais les élèves devaient fournir une copie de leur certificat de naissance. J'étais déçu et j'avais l'impression de devoir vivre dans la rue à tout jamais. Puis, le projet d'enregistrement universel des naissances de Yayasan Rumah Kita et de Plan Indonésie m'a aidé à obtenir le certificat qui avait été émis à Jakarta à ma naissance. Ainsi, j'ai pu retourner à l'école. Aujourd'hui, je suis très content que ma naissance ait été enregistrée. Je peux prouver mon identité, participer aux examens nationaux et faire exercer mes droits aux services de santé, à l'éducation, à la protection contre la maltraitance, à l'emploi et aux voyages à l'étranger. Grâce à ce certificat de naissance, je compte devenir enseignant. Malheureusement, beaucoup d'autres enfants n'ont toujours pas leur certificat de naissance. J'espère pouvoir les aider à devenir aussi fiers d'être Indonésiens que moi.

**Ridwan, 15 ans, faisait partie des principaux intervenants du Panel de haut niveau des Nations Unies sur les registres et les statistiques de l'état civil organisé à Bangkok en septembre 2013.**



## À PROPOS DE PLAN

Plan œuvre pour et avec les enfants depuis plus de 75 ans. Au cours de la période couverte par le présent rapport, nous avons travaillé dans 50 pays à faible revenu et à revenu intermédiaire en Afrique, en Asie et en Amérique en vue de promouvoir les droits de l'enfant et d'offrir de meilleures opportunités à des millions d'enfants. Nos 21 organisations nationales à travers le monde réalisent un travail de sensibilisation, et apportent des financements ainsi que leur expertise à nos programmes.

Nous agissons pour garantir que les enfants les plus marginalisés reçoivent l'éducation et la protection auxquelles ils ont droit, et nous veillons à ce qu'ils ne soient pas exclus des services et des mécanismes décisionnels. Pour cela, nous travaillons en partenariat avec les communautés, les gouvernements nationaux, les autorités locales et les organisations de la société civile. Nous sommes indépendants, sans affiliation religieuse, ni politique, ni gouvernementale.





## Nos actions

Pour Plan, l'exercice des droits et la lutte contre la pauvreté sont clairement liés. Les avantages qui découlent d'un bon départ dans la vie sont considérables, pour les individus comme pour les générations futures.

Plan considère que chaque jeune doit avoir la chance d'exercer activement sa citoyenneté et de façonner les communautés qui l'entourent. Ainsi, notre travail repose sur une approche de développement communautaire centré sur l'enfant qui est basée sur un ensemble de valeurs fondamentales : les droits de l'enfant, l'inclusion, la non-discrimination et la participation. Cette approche permet aux jeunes de définir leurs propres priorités à travers la conception des stratégies, l'évaluation des progrès à l'échelle locale, la préparation aux catastrophes et la participation aux décisions qui touchent leurs communautés. En renforçant la confiance et les compétences des jeunes, nous pouvons leur donner les moyens de construire le monde dans lequel ils veulent vivre.

## Notre organisation et notre financement

Plan se divise en trois composantes :

- Plan International, Inc., qui conçoit et exécute les programmes par le biais des bureaux régionaux et nationaux. Nos bureaux de programme sont situés dans les régions où nos programmes sont mis en œuvre pour nous permettre de répondre aux besoins des communautés locales.
- Vingt-et-une organisations nationales à travers le monde. De plus, en Inde et en Colombie, nous réalisons des activités liées aux programmes et à la collecte de fonds. Pour une liste complète des bureaux de Plan, veuillez vous reporter à la quatrième de couverture.
- Plan Limited, une filiale en propriété exclusive de Plan International, Inc. qui fournit des services centraux d'appui aux programmes.

Nous honorons notre obligation de responsabilisation à travers notre Conseil d'administration international dont les membres sont élus par notre organe de contrôle — l'Assemblée des membres — qui veille à l'efficacité de la gestion de l'organisation par notre équipe de direction. Les enfants participent aussi au niveau décisionnel, notamment à travers les Conseils des jeunes et le Comité international de pilotage des jeunes.

## Principaux aspects de notre travail

- Nous travaillons étroitement avec les enfants et leurs familles au sein de leurs communautés.
- Nous travaillons avec les communautés et les gouvernements pour les aider à remplir leurs obligations juridiques envers les enfants, en vertu de la Convention sur les droits de l'enfant et d'autres accords internationaux.
- Nous travaillons en partenariat avec diverses organisations de la société civile pour renforcer leurs capacités et mettre en œuvre les programmes.
- Nous travaillons en collaboration avec des entreprises sur des programmes socialement responsables.
- Nous participons à des coalitions et à des alliances pour combattre les causes profondes de la pauvreté au moyen d'actions de plaidoyer et de campagnes en faveur des droits de l'enfant.

## Les huit domaines de nos programmes





# NOTRE STRATÉGIE

## Un Plan, un But –

Droits et opportunités pour chaque enfant

### Notre vision

Plan aspire à un monde qui permettrait à tous les enfants de réaliser leur plein potentiel et de grandir dans des sociétés qui respectent les droits et la dignité des personnes.

Nous suivons un processus de transformation stratégique sur quatre ans qui vise à faire de Plan une organisation flexible, tournée vers l'avenir et capable de concrétiser notre stratégie Un Plan, un But d'ici juin 2015. Dans le cadre de cette stratégie, nous avons pris les engagements suivants :

- Nous élargirons autant que possible notre rayonnement et notre impact sur les vies des enfants, particulièrement les enfants qui proviennent de groupes exclus ou marginalisés.
- Nous augmenterons nos ressources pour étendre autant que possible notre rayonnement et notre impact sur les vies des enfants.
- Nous nous alignerons sur notre stratégie Un But axée sur les programmes et notre organisation fera preuve d'unité et d'efficacité.
- Nous renforcerons notre impact contre la pauvreté des enfants en améliorant notre collaboration avec nos partenaires.

Notre stratégie s'appuie sur un programme de transformation organisationnelle en vertu duquel nous concevons notre modèle opérationnel et révisons nos principaux processus en utilisant la technologie comme une plateforme de changement. Grâce à ce programme de transformation, Plan gagnera en efficacité et en unité. Notre organisation pourra consacrer toute son énergie à la mise en œuvre de programmes de qualité pour les enfants et leurs communautés.

Les deux pages suivantes présentent des exemples représentatifs des actions accomplies pour réaliser notre stratégie Un But.

### Un Plan

**Notre stratégie Un Plan repose sur notre ambition à agir dans le monde entier comme une seule organisation plus efficace et plus collaborative.**

## Un But

Notre stratégie Un But aspire à toucher autant d'enfants que possible – particulièrement les enfants exclus ou marginalisés – avec des programmes de haute qualité conçus pour apporter des bénéfices durables. Notre stratégie est axée sur les domaines qui nous permettront le mieux d'atteindre notre But.



### Lutter contre l'exclusion

Nous nous engageons à ce que nos programmes garantissent l'égalité des chances pour tous les enfants. Par exemple :

- Soixante-et-onze bureaux de Plan ont procédé à une révision de la stratégie sur l'égalité des sexes afin de faire progresser l'égalité de genre dans toute notre organisation.
- Le rapport de Plan intitulé *Outside the Circle* (Hors du cercle) fournit une analyse sur les approches à mettre en place pour s'assurer que les enfants handicapés de l'Afrique de l'Ouest soient protégés et puissent aller à l'école. Un autre rapport intitulé *Incluez-nous !* utilise les données mondiales dont dispose Plan sur les enfants parrainés pour mettre en évidence les besoins éducatifs et sanitaires des enfants handicapés.
- Parmi les principaux programmes de lutte contre l'exclusion, on peut citer le travail qui est effectué en Haute-Égypte pour changer les pratiques traditionnelles néfastes et protéger les droits des filles, les projets communautaires de réhabilitation qui sont mis en œuvre dans des pays comme le Togo pour promouvoir l'intégration des enfants handicapés dans toutes les activités communautaires, et les projets d'éducation inclusive comme ceux qui sont mis en place au Bangladesh (voir p. 17).



### Améliorer la qualité des programmes

Nous nous assurons que nos programmes s'appuient sur des faits et des normes mondiales et nous évaluons leur impact afin de garantir la pérennité de leur effet pour les enfants. Par exemple :

- Une nouvelle équipe mondiale de conseillers techniques en matière de programmes doit diriger la préparation des stratégies thématiques et défendre les normes et approches mondiales communes en s'appuyant sur des exemples de meilleures pratiques. Des conseillers travaillent déjà sur l'éducation, la protection des enfants, l'égalité des sexes, l'inclusion, l'emploi des jeunes, les groupes d'épargne, la citoyenneté et la gouvernance.
- L'année dernière, notre Plan Academy a formé 500 membres du personnel sur le développement communautaire centré sur l'enfant. Elle pourra prochainement être déployée à grande échelle.
- Plan prépare actuellement une nouvelle politique sur la qualité des programmes qui définira une approche cohérente en matière de qualité et de responsabilisation, applicable à toute l'organisation.



### Étendre les programmes éprouvés

Nous adaptons et reproduisons les projets fructueux à l'échelle locale, régionale et mondiale. Par exemple :

- Les groupes d'épargne de Plan comptent désormais un million de membres dans le monde. Cette méthode s'adresse particulièrement aux femmes et aux jeunes (voir p. 21).
- Le programme 18+ de prévention du mariage précoce au Malawi, au Mozambique, en Zambie et au Zimbabwe s'appuie sur un ensemble de données tirées de plusieurs projets couronnés de succès, comme le projet *Stop Child Marriage* de Plan Bangladesh et le travail réalisé par Plan Égypte pour lutter contre le mariage précoce.
- Des projets d'enregistrement numérique des naissances à l'aide des technologies mobiles ont été mis en place au Kenya, en Sierra Leone et au Pakistan, trois pays où Plan coopère étroitement avec les gouvernements, les partenaires de l'ONU et le secteur privé. La possibilité d'appliquer de tels projets dans 11 autres pays d'Asie et d'Afrique est en cours d'évaluation.



### Étendre notre influence

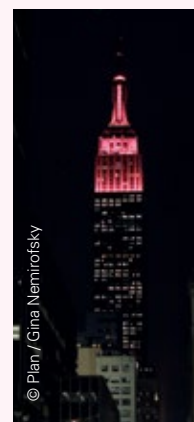
Afin de protéger et de renforcer les droits des enfants et des jeunes, nous utilisons notre expérience et notre expertise pour influencer les décideurs au niveau national, régional et international. Par exemple :

- Les toutes premières résolutions sur le mariage précoce ont été adoptées par le Conseil des droits de l'homme et l'Assemblée générale des Nations Unies à l'automne 2013. Plan avait auparavant constitué un groupe actif de militants et mené un travail de plaidoyer soutenu auprès des Nations Unies à Genève et à New York.
- Un travail de plaidoyer de longue haleine a donné lieu au nouveau Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant. En vertu de ce protocole, les enfants peuvent saisir directement les instances internationales lorsque le système judiciaire de leur pays ne reconnaît pas la violation de leurs droits.
- Plan a pris la tête du plaidoyer mondial pour faire connaître les droits et les besoins des enfants en matière d'enregistrement des naissances, et assurer leur inclusion dans les projets des gouvernements et des agences de l'ONU relatifs aux registres et statistiques de l'état civil.

# NOTRE CAMPAGNE PARCE QUE JE SUIS UNE FILLE

11 octobre 2013

## Le premier anniversaire de la campagne



À l'occasion de la Journée internationale de la fille, nous avons installé dans cinq pays à travers le monde d'immenses panneaux montrant des filles dans une usine. Les passants étaient invités à effacer ces panneaux avec des gommes, pour révéler une autre fresque montrant des filles à l'école. En compagnie de l'actrice Freida Pinto, une délégation de filles du Burkina Faso, d'Égypte et du Népal a marqué la journée en illuminant l'Empire State Building de New York en rose, la couleur de la campagne Parce que je suis une fille. D'autres monuments célèbres du monde entier ont aussi revêtu cette couleur à l'initiative de Plan.

Mars 2014

## Les déléguées de Plan sur l'estrade de l'ONU



Avec le soutien de Plan, quatre filles venues du Malawi et du Pakistan se sont rendues aux Nations Unies à New York pour défendre les droits des filles dans le cadre de la 58e Commission de la condition de la femme. À cette occasion, Plan lançait un appel en faveur de l'intégration d'un engagement sur l'égalité d'accès à l'éducation pour l'ensemble des garçons et des filles d'ici 2030 dans les objectifs du Millénaire pour le développement post-2015. **« À travers notre campagne, nous donnons aux filles la conviction que les choses peuvent changer »**, déclare Ackissah, 17 ans, qui vit au Malawi.

**Notre campagne vise à aider des millions de filles à acquérir l'éducation, les compétences et le soutien dont elles ont besoin pour transformer leurs vies et le monde qui les entoure.**

**Avril 2014**

## Lancement de la boîte à outils pour le plaidoyer des jeunes



Conçue en partenariat avec A World At School et la Global Education First Initiative, la boîte à outils *L'éducation que nous voulons* a été lancée pour aider les jeunes à défendre leur droit à l'éducation. Avec cette boîte à outils débordant d'idées, d'exemples et d'astuces, Plan encourage les jeunes à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils investissent plus dans l'éducation, afin de soutenir l'objectif de la campagne de Plan qui veut que les 62 millions de filles déscolarisées dans le monde puissent exercer leur droit à l'éducation.

**Juin 2014**

## 10 jours pour agir



Des jeunes de nombreux pays se sont réunis en Éthiopie pour lancer l'initiative « 10 jours pour agir » qui incite les gouvernements à promouvoir une éducation de qualité pour tous et à accroître les budgets nationaux consacrés à l'éducation, jusqu'à 20 pour cent des budgets totaux. Cette initiative organisée du 16 au 26 juin en partenariat avec l'Union africaine et la campagne A World At School a donné lieu à une avancée majeure pour l'éducation mondiale. En effet, les gouvernements et les donateurs ont promis de donner plus de 22 milliards d'euros supplémentaires pour l'éducation lors de la conférence du Partenariat mondial pour l'éducation à Bruxelles.

**Juin 2014**

## Coupe du monde : lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants



D'après les rapports, les violences sexuelles représentent le second crime le plus perpétré contre les enfants au Brésil. La campagne Children Back in the Game de Plan a mis l'exploitation sexuelle des enfants sous les projecteurs lors de la Coupe du monde de la FIFA. « **Plan veut empêcher cette exploitation** », déclare Anette Trompeter, directrice de Plan Brésil. Le message de Plan a été diffusé auprès de quatre millions de personnes à travers le cinéma, la presse et les annonces diffusées dans les avions. La campagne a également touché des millions d'utilisateurs des réseaux sociaux lorsque Mario Götze, célèbre footballeur et ambassadeur de Plan Allemagne, est devenu le meilleur buteur de l'histoire du tournoi.

RÉALISATIONS

Plan a fait lever plus de  
**2 395 000\***

maines en faveur d'une éducation de  
qualité pour les filles

\* Chiffre valable pour septembre 2014

Les activités de plaidoyer de Plan ont touché près de  
**55 millions de garçons** et  
**58 millions de filles\***

\* Chiffre valable pour octobre 2013

Des partenariats stratégiques conclus avec  
**568** ministères et services gouvernemen-  
taux de **65** pays défendent les droits des  
filles à l'éducation\*

\* Chiffre valable pour octobre 2013



# DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ DE LA PETITE ENFANCE

## OBJECTIF DE PLAN :

Que les enfants exercent leur **droit à commencer leur vie en bonne santé et à recevoir un apprentissage précoce.**

Plan appuie un ensemble de programmes qui visent à aider les communautés à mieux réduire la mortalité néonatale et maternelle, à augmenter la survie des enfants et à favoriser leur développement sain. Par exemple, plusieurs initiatives cherchent à prévenir et à combattre certaines maladies infantiles évitables.

Nous soutenons les parents et les communautés à travers des programmes sur la parentalité qui favorisent une bonne nutrition, le développement de la petite enfance et l'éducation précoce. Nous coopérons avec la société civile et les organisations gouvernementales pour aider les parents et les enfants à accéder à des soins de santé de base et à des services sociaux de qualité.

- ◀ Axel, deux ans, est en train de jouer dans l'un des cercles communautaires de services complets pour la petite enfance (CAIPI) qui se trouve près de chez lui. Sa mère, Gloribel, explique : « Nous tenons à amener nos enfants ici, mais aussi à travailler avec eux, car nous apprenons en même temps qu'eux. »

## SRI LANKA

### Améliorer le bien-être de tous pour que les enfants soient mieux nourris

Le programme communautaire de promotion de la santé de Plan Sri Lanka lutte d'une façon innovante contre les taux élevés de sous-nutrition qui touchent les enfants de moins de cinq ans dans le pays. En plus de réaliser des actions de sensibilisation précoce et de fournir des conseils nutritionnels, ce programme inclut également des approches visant à renforcer l'autonomie des membres de la communauté, et en particulier des femmes. En prévoyant des séances d'alimentation collective, des salles réservées aux bébés ainsi que des agendas et des calendriers sur le bien-être des bébés, le programme aide les familles à mieux nourrir leurs enfants.

**« Après avoir pris conscience du poids de nos bébés, nous avons pris des mesures pour qu'ils grossissent mieux »,** raconte Kanchanamala, 30 ans, qui vit avec ses trois enfants dans la région de Moneragala. **« Nous prenons les repas en extérieur pour pouvoir leur montrer la beauté des fleurs et des arbres, et leur raconter des histoires sur les oiseaux. Nous avons commencé à leur donner des aliments que nous cultivions nous-mêmes. C'est ce que nous appelons "nourrir les cinq sens" »**

L'existence de partenariats actifs entre les groupes communautaires et les autorités sanitaires a permis une extension considérable du programme qui a été mis en œuvre dans 721 villages, contre 112 à l'origine. Le pourcentage d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale est passé de 45 à 25 %. En outre, les pères ont commencé à s'investir davantage et près de 1 000 hommes participent activement à l'amélioration du bien-être de leurs enfants.

Dans tout le pays, les mères qui avaient pris part au programme initial ont transmis leur savoir et leurs compétences aux nouvelles mères. De plus, elles ont été invitées par le gouvernement sri lankais à participer au plan d'action national sur la nutrition.

## ZIMBABWE

### Améliorer les soins aux mères et aux enfants à travers l'éducation

**« J'ai donné naissance à huit enfants »,** raconte Elizabeth Mapondera. **« Cinq d'entre eux sont décédés à cause de mon ignorance. »**

Au Zimbabwe, le taux de mortalité infantile et maternelle est relativement élevé. Selon les chiffres des Nations Unies, en 2012, le taux de mortalité maternelle se situait à 960 décès pour 100 000 naissances vivantes, tandis que le taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans était de 84 décès pour 1 000 naissances vivantes.

Le projet de Plan sur la santé des femmes et de leurs enfants (WATCH) cherche à améliorer la période qui suit la naissance en ayant recours aux groupes de soins communautaires pour encourager les échanges sur les connaissances en matière de santé à travers des rencontres.

Chaque groupe de soins est composé de 10 à 15 éducateurs de santé et parents bénévoles qui se réunissent tous les quinze jours pour discuter des questions de santé avec le personnel du projet et les agents de santé des villages. À travers des activités comme le chant, les groupes de soins abordent des sujets fondamentaux comme la prévention du VIH/SIDA, du paludisme ou de la tuberculose, ainsi que les bienfaits de la vaccination et de l'assainissement. À ce jour, 2 272 groupes de soins ont été établis, près de 23 000 parents se réunissent deux fois par mois et 100 000 ménages profitent du programme.

En plus de favoriser les comportements positifs, les groupes de soins apportent les messages sanitaires jusqu'à des familles vivant dans des lieux difficiles à atteindre. Le programme est financé par Plan Canada et mis en œuvre par le ministère zimbabwéen de la Santé et du Bien-être des enfants, qui est le principal partenaire de Plan Canada.

Elizabeth conclut : **« Grâce aux explications des groupes de soins, mes trois autres enfants ont pu survivre. Les connaissances dont je dispose maintenant sur la santé et le bien-être des enfants me rendent plus autonome. »**

# 98 114 000 €

ont été investis dans le développement intégré de la petite enfance



**289 437**  
agents de santé professionnels et bénévoles ont été formés



**10,758**  
centres de santé et lieux de soins pour la petite enfance ont été construits ou modernisés

## Nos priorités mondiales pour 2015

- Renforcer les programmes qui soutiennent le droit à commencer sa vie en bonne santé, notamment les activités de promotion de la santé des mères et des enfants, en accordant une attention particulière à la survie et à la croissance. La stratégie sera composée de deux volets : les programmes de santé et de développement intégré de la petite enfance gérés par la communauté d'une part, et les partenariats avec la société civile visant à défendre une hausse de la qualité des services gouvernementaux d'autre part.
- Identifier et décrire les modèles de meilleures pratiques parmi les interventions de Plan pour la santé et le développement intégré de la petite enfance.
- Établir des réseaux de santé mère-enfant et de développement intégré de la petite enfance à travers l'organisation de Plan afin de promouvoir et d'échanger des connaissances à la lumière des meilleures pratiques mondiales.

# GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

## OBJECTIF DE PLAN :


Que les enfants et les jeunes **grandissent en toute sécurité au sein de communautés résilientes et qu'ils exercent leur droit à la protection et à l'aide en situation d'urgence.**

Les enfants sont particulièrement fragiles face aux catastrophes et leur bien-être émotionnel est fortement affecté lorsqu'ils se retrouvent séparés de leur famille et de leurs amis. Notre travail initial de réponse aux catastrophes se concentre sur les besoins urgents des enfants, tels que la nourriture, l'eau, la protection et l'éducation. Nous devons sauver des vies, mais aussi rétablir un sentiment de sécurité et de normalité. Une partie importante de notre travail consiste à développer des espaces adaptés aux enfants, des lieux qui les protègent et contribuent à leur guérison émotionnelle.

Nous nous efforçons également de réduire les risques auxquels les communautés sont exposées en cas de catastrophe et nous tâchons de leur donner les moyens

d'en atténuer les conséquences. À l'aide d'une approche centrée sur l'enfant, nous aidons les enfants à acquérir les compétences dont ils ont besoin pour rester en sécurité et pour faire en sorte que leurs communautés soient mieux préparées et plus résilientes.

Plan a réalisé d'importants investissements pour renforcer ses capacités et ses compétences en matière de réduction du risque de catastrophe et d'intervention en cas de situation d'urgence. Au cours de l'année dernière, nous sommes intervenus pour un nombre sans précédent de situations d'urgence de niveau 3, la catégorie d'urgence la plus élevée des Nations Unies. En mars 2014, nous avons lancé une intervention pour répondre à la flambée du virus de l'Ebola qui a commencé en Guinée.

A young boy stands in the center of a devastated area, surrounded by debris and damaged buildings. He is wearing a blue t-shirt with a soccer jersey design and dark shorts. The background shows a landscape of destruction with charred trees and collapsed structures.

« J'étais heureux que l'école rouvre en janvier. Les cours ont lieu dans une tente, mais ce n'est pas grave » raconte Jednel, 10 ans, qui vit à Leyte aux Philippines. Jednel et sa famille ont survécu au typhon Haiyan qui a frappé l'île en novembre 2013, mais leur maison a été détruite et l'école de Jednel a été ravagée. L'éducation dans les situations d'urgence fait partie des priorités de Plan.



## PHILIPPINES

### Une intervention mondiale suite à un typhon d'une extrême violence

En novembre 2013, le typhon meurtrier Haiyan a touché 14 millions de personnes, dont 40 000 enfants parrainés par Plan, et entraîné la plus grande intervention d'urgence que nous n'ayons jamais mise en œuvre. Avec le soutien des fonds obtenus à travers des appels aux dons et forts de son expérience de 50 ans aux Philippines, Plan a réagi rapidement : les équipements d'aide déjà sur place ont permis à 20 000 personnes de recevoir une assistance immédiate et, une fois la tempête terminée, plus de 100 agents en provenance du monde entier ont été déployés aux Philippines.

Dès le début du mois de décembre, 2,7 millions d'euros avaient été utilisés pour fournir de la nourriture, de l'eau, des abris, des soins de santé, une protection et des installations sanitaires aux familles fragilisées et à leurs enfants. Plan a distribué plus de 126 000 repas, fourni des abris à plus de 120 000 personnes et monté des cliniques mobiles. Ces actions ont montré que nous avions amélioré nos capacités à intervenir rapidement et à grande échelle en cas de situation d'urgence extrême.

En plus de ces activités d'urgence, Plan a œuvré pour garantir la protection et l'éducation des enfants. Dès le mois de décembre, nous avons mis en place des services de soutien psychosocial et encouragé les jeunes à participer au plan de relèvement. Nos programmes de développement intégré de la petite enfance (DIPE) cherchent à offrir des environnements sécurisants et rassurants après les catastrophes. Trois mois après le passage du typhon Haiyan, plus de 6 000 enfants de trois à quatre ans recevaient des soins auprès des unités mobiles et 262 nouveaux prestataires avaient été formés dans le DIPE.

## SOUDAN DU SUD

### Une aide vitale pour les enfants déplacés par les conflits

En juillet 2013, le Soudan du Sud a célébré le deuxième anniversaire de son indépendance. Malheureusement, l'instabilité politique et la crise alimentaire ont engendré des problèmes importants dans ce jeune pays. En décembre, suite aux conflits qui ont frappé l'État du Jonglei, la nouvelle Unité d'alimentation et de nutrition (FANU) de Plan a œuvré en partenariat avec le Programme alimentaire mondial et la FAO pour apporter une aide grandement nécessaire à des milliers de personnes déplacées, dont beaucoup d'enfants, qui souffraient d'importantes pénuries de nourriture.

La FANU a été créée en 2013 afin d'accroître la capacité de Plan à prévenir et à gérer les crises alimentaires et la malnutrition pour sauver les vies des enfants. Depuis le mois de janvier, nous avons atteint 262 716 personnes dans le comté d'Awerial au Soudan du Sud.

#### « Suite à la crise humanitaire, Plan a aidé des milliers d'enfants et de femmes déplacés »,

raconte Suzanne Brinkmann, qui est responsable chez Plan des questions de nutrition dans les situations d'urgence. Nos programmes alimentaires s'adressent tout d'abord aux enfants de moins de cinq ans qui souffrent de malnutrition, aux femmes enceintes et aux femmes allaitantes. À l'échelle mondiale, la malnutrition provoque la mort de près de 3 millions d'enfants chaque année, des vies qui pourraient être sauvées à travers des interventions rapides.

Depuis, Plan a accru son assistance nutritionnelle en fournissant 21 300 pastilles de purification de l'eau et en formant 90 agents sanitaires dans le cadre d'une intervention contre le choléra. Nous avons également distribué des semences et des outils d'urgence aux ménages dont les moyens de subsistance avaient été détruits par le conflit, et nous avons formé les communautés sur les techniques de jardinage, d'agriculture et de pêche.

# 91 214 000 €

## ont été investis dans les activités liées aux catastrophes



**44** programmes de réponse aux catastrophes ont été mis en œuvre



**40** pays ont mis en place des interventions pour la protection des enfants dans les situations d'urgence

### Nos priorités mondiales pour 2015

- Intégrer des mesures pour améliorer la portée et la qualité de notre planification préalable relative aux catastrophes, la réduction du risque de catastrophe et les programmes d'intervention d'urgence, en prêtant une attention particulière à la protection des enfants, à l'éducation dans les situations d'urgence, au développement intégré de la petite enfance et à l'inclusion des adolescentes.
- Accroître la portée, le niveau de détail et la qualité du programme Safe Schools de Plan qui vise à préparer les écoles aux situations de catastrophe, et intégrer la résilience dans les programmes de Plan.
- Renforcer le travail de Plan sur l'assistance alimentaire, la nutrition et les programmes basés sur des allocations en espèces.
- Étendre notre influence à travers des activités de représentation, de collaboration et de plaidoyer.

# ÉDUCATION

« Les enfants sont les pousses de bambou de la société », déclare Reaksa, 12 ans, volontaire pour un programme d'éducation par les pairs mis en œuvre dans son école soutenue par Plan au Cambodge. « Nous avons organisé une réunion pour fonder un groupe pédagogique. Des enfants ont été sélectionnés, puis nous avons suivi un programme de formation. Le projet fournit du matériel de formation comme les livres, les crayons, les craies et un petit tableau pour les leçons. »

## OBJECTIF DE PLAN :

**Que les enfants et les jeunes revendiquent leur droit à l'éducation et qu'ils jouissent de ce droit.**

L'éducation est un droit de l'homme, et une passerelle que les enfants doivent pouvoir emprunter pour réaliser leur plein potentiel dans la société et briser le cercle de pauvreté. Malheureusement, beaucoup d'enfants sont exclus du système éducatif pour des motifs ayant trait à la pauvreté, à l'inégalité entre les sexes, au handicap, à l'éloignement géographique ou aux barrières linguistiques ou culturelles.

Nous travaillons à promouvoir un accès libre et égal à une éducation de qualité pour tous les enfants – de la maternelle au secondaire – ainsi qu'à l'apprentissage et au renforcement des capacités

qui aident les jeunes à atteindre leur potentiel. Nous défendons les environnements pédagogiques adaptés aux enfants. Pour cela, nous élaborons des techniques et des supports pédagogiques, nous organisons des séances d'apprentissage sur les compétences de vie et nous aidons les communautés à s'impliquer davantage dans la façon dont les écoles sont gérées.

Nous travaillons avec les autorités nationales et locales pour aider à améliorer les lois et les politiques publiques en matière d'éducation et nous participons à des campagnes locales, nationales et internationales pour promouvoir une éducation de qualité pour tous.

## MOZAMBIQUE

### Améliorer les opportunités pour l'éducation des filles

**William Acquah, responsable au soutien des programmes de Plan Mozambique, raconte :**

« Dans les zones rurales du Mozambique, la plupart des filles doivent interrompre leur scolarité pour des raisons liées à l'éloignement géographique, aux problèmes de sécurité et à la réticence culturelle des familles à envoyer leurs filles à l'école. En outre, même si les 16 années de guerre qui ont frappé le pays ont pris fin en 1992, le pays continue de manquer d'infrastructures.

Afin de combler ce manque, Plan Mozambique a mis en place un programme de construction d'écoles. Nous avons construit une école et apporté notre soutien à la construction de dix autres établissements pour offrir un accès à l'éducation aux filles et garçons de la province d'Inhambane. L'école primaire de Nhancoja, notre premier projet, accueille désormais 618 enfants et 14 enseignants. Malgré cela, plus de 1 000 jeunes adultes de la région ne peuvent toujours pas suivre d'enseignement secondaire.

Le projet de construction par Plan Mozambique d'une école secondaire à Nhaconja a été cofinancé par le gouvernement local et Plan Corée. Nous avons déjà pu ouvrir deux classes et des enseignements pour les élèves de neuvième année (de 14 et 15 ans).

Nous rencontrons des difficultés. Nous manquons d'enseignantes et nous tenons à ce que les filles aillent au-delà de la neuvième année. Or, elles sont souvent destinées au mariage ou à l'industrie de la noix de cajou. Nous avons donc lancé un projet sur quatre ans pour les aider à exercer leur droit à l'éducation. Les filles reçoivent des informations sur la santé sexuelle et reproductive. Plan travaille également à la création d'une formation professionnelle pour les filles après l'école, dans des métiers comme la menuiserie. »

## BANGLADESH

### L'éducation inclusive s'adresse à tous les enfants marginalisés

Les programmes d'éducation de Plan cherchent à atteindre les filles et les garçons les plus marginalisés. Au Bangladesh, notre programme d'amélioration des écoles veut garantir que chaque enfant puisse exercer son droit à l'éducation, sans distinction de religion, de caste, de capacité, de sexe ou de zone géographique.

Le programme s'adresse particulièrement aux enfants de trois à dix ans et vise un taux de scolarisation de 100 pour cent, avec zéro exclusion. En utilisant une variété d'approches comme l'apprentissage précoce basé sur la communauté, le mentorat, l'engagement communautaire et le renforcement de l'attrait des écoles à travers des décorations colorées, des équipements sportifs et des jeux, le programme contribue à faire en sorte que tous les enfants terminent avec succès leurs cinq années d'enseignement primaire.

Le programme de Plan a permis d'atteindre 70 000 enfants dans 275 écoles primaires. Pour l'éducation inclusive, nous sommes en partenariat avec la direction nationale de l'enseignement primaire, l'UNICEF et CBM-Nossal, une organisation mondiale qui travaille auprès des enfants handicapés.

Grâce à ce programme, Sanjay Lal, 7 ans, fréquente désormais une école primaire du district de Dinajpur. **« Je veux étudier et être respecté »**, explique ce petit garçon issu de la communauté marginalisée des Harijan (« intouchables ») qui sont traditionnellement privés d'éducation et destinés aux travaux de nettoyage. Les activités organisées par Plan ont contribué à modifier les préjugés des élèves et Sanjay trouve son école agréable et ouverte : **« Quand je serai grand, je veux être médecin. »**

# 82 753 000 €

ont été investis dans l'éducation



## 104 231

éducateurs professionnels et bénévoles ont été formés



## 2 454

écoles ont été construites ou réhabilitées

## Nos priorités mondiales pour 2015

Échanger et promouvoir les meilleures pratiques dans des programmes éducatifs pérennes, évolutifs et axés sur les droits des enfants à travers toute l'organisation de Plan.

Nos priorités générales sont les suivantes : inclusion et égalité de genre dans l'éducation, apprentissage continu et holistique, et engagement de la communauté dans la gouvernance et la responsabilisation du secteur éducatif. Parmi les bonnes pratiques, on trouve les exemples suivants :

- Au Togo, Plan travaille auprès des enfants et des communautés pour réduire la violence dans les écoles.
- Au Bangladesh, l'éducation inclusive vise à garantir que la majorité des filles et garçons marginalisés (les deux à six pour cent les plus défavorisés de la population) soient intégrés dans le système éducatif.
- Plan Salvador a mis en place un modèle communautaire à bas prix pour l'éducation de la petite enfance.

# PARTICIPATION DES ENFANTS



## OBJECTIF DE PLAN :

Que les enfants et les jeunes **exercent leur droit à participer en tant que citoyens.**

La Convention sur les droits de l'enfant entérine le droit des enfants à exercer leur citoyenneté. Cependant, dans de nombreuses régions du monde, leurs voix ne sont pas entendues. Plan aide les enfants et les jeunes à prendre conscience de leurs droits. Nous renforçons leur confiance en eux et leurs compétences en leadership, afin qu'ils puissent se réunir et faire pression pour un changement positif, en utilisant les médias, mais aussi en planifiant et en élaborant des programmes.

Nous donnons également aux organisations de jeunes et d'enfants les moyens de revendiquer des changements, de surveiller le respect des droits de l'enfant et de demander des comptes au gouvernement et aux prestataires de services.

◀ « J'ai souffert d'être considérée comme une étrangère dans mon propre pays. Maintenant que j'ai une carte d'identité officielle, je peux poursuivre mes études et déposer une demande de bourse », raconte Lida, 12 ans, qui fait partie de 320 membres de communautés ethniques apatrides qui ont pu obtenir la citoyenneté thaïlandaise lors d'un événement organisé par Plan Thaïlande.

## GUATEMALA

### Promouvoir les droits des enfants à travers les comités régionaux

Plan cherche à renforcer la capacité des communautés à demander des comptes aux autorités locales et nationales. Afin de répondre aux problèmes de pauvreté et de malnutrition au Guatemala, nous encourageons les communautés à former des comités municipaux composés de mères de famille, de jeunes bénévoles, d'enseignants et de leaders, pour défendre les droits des enfants et soutenir les lois en ce sens.

À Santa Catalina La Tinta, le comité municipal pour les enfants et les adolescents s'occupe des problèmes comme l'éducation et la protection des enfants, et renforce les liens entre les parents et les enfants.

**« Avant que nous commencions ce travail, les problèmes des enfants étaient comme invisibles et les habitants ne savaient pas comment faire des propositions aux autorités de La Tinta »,** se souvient Mynor Tut de Plan Guatemala. **« Désormais, ils sont mieux informés sur les problèmes qui touchent les enfants et peuvent s'adresser au comité municipal pour les enfants et les adolescents. »**

Conjointement avec le gouvernement national, Plan forme des membres des communautés sur la participation, les politiques publiques et les droits des enfants. Des groupes se rendent désormais dans d'autres régions du Guatemala pour échanger leurs idées avec d'autres comités et contribuer au développement des politiques publiques. **« Mes parents étaient surpris qu'on m'invite à participer »,** raconte Flavio, 14 ans, le plus jeune membre de son comité à La Tinta. **« J'ai rencontré le maire et je lui ai demandé de ne pas oublier certaines choses importantes, comme les espaces de jeux. »**

## OUGANDA

### Un système de messagerie mobile prévient l'absentéisme chez les enseignants

En Ouganda, des problèmes persistent malgré la mise en place en 1997 de l'éducation universelle des enfants. Par exemple, on observe 20 à 30 % d'absentéisme (par journée scolaire moyenne) chez les enseignants. Ces absences affectent à leur tour la fréquentation scolaire des élèves dont le taux d'absentéisme scolaire moyen s'élève à 27 pour cent dans tout le pays.

Avec le soutien de Plan Finlande et le financement de l'entreprise internationale de télécommunications Nokia, Plan Ouganda a mis au point une solution innovante. Une phase pilote est en cours dans cinq écoles du district de Luwero où, pour suivre la fréquentation scolaire, le programme invite les élèves à signaler tout enseignant absent en envoyant un SMS aux autorités éducatives compétentes du district.

Chaque école reçoit deux téléphones. Un site Web assure la réception des messages et Plan s'acquitte des frais de communication. Une fois averties, les autorités contactent l'enseignant qui doit justifier son absence.

Dans les zones pilotes, ce programme a permis d'éliminer presque la totalité des absences des enseignants et de réduire de près de 80 % l'absentéisme des élèves. Une amélioration des résultats scolaires a été observée, ainsi que la création de 20 comités d'élèves qui ont renforcé la participation à la gouvernance scolaire.

**« L'introduction de ce programme a été assez compliquée »,** explique Margaret Natseli de Plan Ouganda. **« Beaucoup de gens se demandaient si les enfants allaient réussir à utiliser ce système convenablement, mais les élèves se sont montrés très responsables. »**

# 65 440 000 €

ont été investis dans la participation des enfants



**74 pour cent** des pays de programme de Plan ont mis en place des projets d'enregistrement des naissances



**48** pays de Plan ont soutenu des organisations et des groupes de jeunes

## Nos priorités mondiales pour 2015

- Renforcer le soutien que nous apportons aux enfants, aux parents, aux enseignants et aux leaders communautaires pour les encourager à s'engager dans la gestion des écoles et à coopérer avec les institutions éducatives pour améliorer les services offerts.
- Aider les jeunes à mieux assurer leur propre protection et à coopérer avec les familles, les institutions locales et les groupes pour mieux protéger les filles et les garçons.
- Influencer le développement des objectifs du Millénaire pour le développement post-2015 afin que les jeunes participent au suivi du progrès des nouveaux objectifs et puissent demander des comptes aux États.
- Défendre un système complet de registres et statistiques de l'état civil axé sur les droits, et promouvoir le recours à l'enregistrement numérique des naissances.

# SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE



## OBJECTIF DE PLAN :

Que les enfants et les jeunes **exercent leur droit à la sécurité économique et qu'ils aient accès aux compétences nécessaires pour trouver un emploi gratifiant.**

Plan aide les jeunes à prendre des décisions professionnelles éclairées. Nous les aidons à accéder aux connaissances, aux compétences et aux services dont ils ont besoin pour obtenir un travail productif et décent, et à accéder aux services financiers. Nous travaillons pour assurer l'inclusion des populations marginalisées – en particulier les femmes – afin qu'elles puissent prendre les mesures nécessaires pour améliorer leurs vies.

Nous militons auprès des autorités nationales et locales pour qu'un soutien gouvernemental et communautaire existe dans les périodes de difficultés économiques, afin de promouvoir des politiques qui favorisent l'activité économique et de permettre aux enfants et aux jeunes de poursuivre leur développement. Nous travaillons également avec le secteur privé et la société civile pour faire en sorte que des opportunités économiques viables existent et puissent avoir le meilleur impact possible sur la vie des enfants.

◀ « À présent, j'ai beaucoup d'espoir pour mon avenir. Je voudrais devenir médecin », explique Jacqueline, 17 ans, qui vit en Haïti. Jacqueline a participé à des cours organisés par Plan sur l'artisanat, le respect de soi et la culture financière. « Je suis encore loin de rentrer à la Faculté de médecine, mais j'aime beaucoup montrer aux autres filles de ma communauté comment faire du crochet. C'est très gratifiant de pouvoir transmettre à mes camarades les compétences que j'ai acquises avec l'aide de Plan Haïti. »

## PÉROU

### Indépendance financière pour les familles les plus pauvres

Bien que le Pérou ait vécu une croissance économique importante au cours des dernières années, un grand nombre de ses communautés andines reculées restent extrêmement pauvres et marginalisées. Le projet de sortie progressive de l'extrême pauvreté de Plan cherche à permettre aux familles extrêmement pauvres d'obtenir une sécurité économique en passant des programmes de protection à des activités génératrices de revenus durables.

Chaque famille du projet participe à des séances d'apprentissage sur les compétences sociales, les soins des enfants et les soins de santé. Le programme d'assistance comprend également l'apport de matériel et d'allocations en espèces, des cours techniques sur une activité productrice de moyens de subsistance, l'ouverture d'un compte d'épargne auprès d'une institution de microfinance locale et le suivi des progrès de l'activité génératrice de revenus.

Les conditions de vie de 80 pour cent des 828 familles bénéficiaires du programme se sont nettement améliorées et leurs revenus ont augmenté de 30 % en moyenne.

Grâce au projet, Antonia, 36 ans et mère célibataire, a monté un commerce de cochons d'Inde. Après avoir reçu des conseils, elle vend désormais ses animaux plus cher et réalise des profits qui peuvent être réinvestis et utilisés pour élever ses enfants. **« Maintenant, je peux vendre mes cochons d'Inde pour 15 soles (4 euros). Ceux qui pèsent un kilo partent pour 20 soles (5,50 euros) »,** explique-t-elle. **« Je peux acheter des fruits pour nourrir ma famille, nous avons des brosses à dents et j'ai acquis un frigo en argile dans lequel je peux conserver la nourriture. »**

## AFRIQUE DE L'OUEST

### Les groupes d'épargne aident les jeunes à économiser et à se former

Les programmes de groupes d'épargne de Plan touchent plus d'un million de personnes dans 26 pays. L'un d'entre eux, le Youth Microfinance Project, offre un accès aux services financiers aux jeunes du Niger, du Sénégal et de la Sierra Leone, des pays où l'accès limité aux services financiers et le manque d'infrastructures sont autant d'obstacles à l'épargne. Ce programme financé à hauteur de 3,8 millions d'euros par la Fondation MasterCard et soutenu par Plan Canada démontre que l'épargne peut aider les jeunes à devenir indépendants et à surmonter l'exclusion financière et le chômage.

Les groupes de jeunes âgés de 15 à 25 ans se réunissent chaque mois. Plus de 4 000 groupes ont été fondés dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest. Chaque groupe assure la protection de l'épargne et attribue des prêts qui peuvent être utilisés pour un usage domestique ou pour les petites entreprises, à des taux d'intérêt ayant fait l'objet d'un accord commun. À ce jour, le programme a atteint 90 000 jeunes. Les groupes dispensent également des cours sur la finance et les compétences de vie.

**« Mon mari m'a dit qu'un projet pour les jeunes allait voir le jour dans mon quartier »,** raconte Koira Tegui du Niger. **« Lors d'une réunion chez le chef du quartier, nous avons formé un groupe de 25 membres, dont j'ai été élue secrétaire. Grâce à mon prêt et à mes revenus, j'ai pu acheter quatre brebis et quelques volailles. Je peux désormais payer les frais de scolarité de ma fille. »**

# 51 076 000 €

## ont été investis dans la sécurité économique



### 135 762

personnes ont acquis des compétences professionnelles et commerciales



### 64 280

groupes d'épargne locaux ont reçu un soutien et couvrent désormais 1 142 720 membres bénéficiaires

## Nos priorités mondiales pour 2015

Échanger et appliquer les meilleures pratiques dans des programmes de groupes d'épargne pérennes, évolutifs et communautaires à travers toute l'organisation de Plan. Parmi les meilleures pratiques, on trouve les exemples suivants :

- Accroître les capacités des membres des communautés et des organisations locales à créer et à diriger des groupes.
- Utiliser stratégiquement les groupes d'épargne pour encourager les membres des communautés à exercer les autres droits fondamentaux dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la sécurité économique.
- Utiliser les groupes d'épargne comme une rampe de lancement à faible risque afin d'apprendre aux jeunes à utiliser les services financiers et de promouvoir les connaissances et les compétences relatives à la culture financière, aux compétences de vie et à l'entrepreneuriat.

# EAU ET ASSAINISSEMENT

## OBJECTIF DE PLAN :

Que les enfants et les jeunes **exercent leur droit à une meilleure santé et à un bien-être accru grâce à un assainissement de base et à un approvisionnement sûr, fiable et abordable en eau potable.**

Plan est l'un des principaux promoteurs de l'assainissement total piloté par la communauté (CLTS). Cette approche fondée sur les droits consiste à encourager les communautés – souvent à travers les enfants et les jeunes – à prendre les choses en main pour améliorer leurs installations sanitaires et pour en défendre les avantages. Nous collaborons avec les gouvernements, les communautés et les groupes locaux pour que notre impact soit pérenne.

Notre programme d'eau et d'assainissement s'étend également à des projets de lutte contre le paludisme et d'autres maladies à vecteur, ainsi qu'aux interventions de promotion du droit à la santé des enfants qui s'intéressent par exemple à la gestion de l'hygiène menstruelle.

« Je manquais souvent l'école quand j'avais mes règles. J'avais peur d'y aller », se souvient Maureen, 16 ans, qui vit en Ouganda. Depuis, Maureen a assisté à une séance d'information sanitaire organisée par Plan autour de la gestion de l'hygiène menstruelle. « Je suis contente d'avoir suivi cette séance... Maintenant, toutes les filles viennent à l'école chaque jour et nos résultats se sont améliorés. »



## INDONÉSIE

### Les enfants favorisent l'installation d'équipements sanitaires de qualité dans les communautés rurales

En Indonésie, 129 millions de personnes ne disposent pas d'installations sanitaires de base. Plus de 150 000 enfants de moins de cinq ans meurent chaque année de diarrhée, principalement à cause du manque d'hygiène de l'environnement et de la mauvaise qualité des installations sanitaires domestiques.

Mis en œuvre conjointement avec le ministère de la Santé indonésien et soutenu par AusAID et Plan Australie, le programme d'assainissement total piloté par la communauté (CLTS) s'appuie sur les actions locales pour encourager les communautés à agir pour améliorer leur propre hygiène. La promotion des cinq piliers de l'approche CLTS (qui incluent l'élimination de la défécation dans les espaces publics, le lavage des mains avec du savon et la qualité de la gestion des déchets domestiques) transforme radicalement les pratiques d'hygiène dans de nombreux villages. La diarrhée a diminué en moyenne de 35 pour cent dans les 11 districts où Plan est présent. Environ 195 000 latrines et 170 000 équipements pour se laver les mains ont été construits par les communautés elles-mêmes.

Dans le cadre de l'approche communautaire, les enfants vérifient les équipements dans leurs villages et placent des autocollants sur les portes des maisons qui respectent les cinq piliers. Dans le village de Laob, plus de 30 enfants jouent ainsi le rôle d'agents de surveillance de l'assainissement. Le chef de village, Yura Welhelmina Minanu Bahan, a constaté que la participation des enfants poussait les gens à changer de comportement. Le chef de village témoigne : « **C'est une sorte de sanction sociale. Si les enfants n'ont pas mis d'autocollant sur une porte, cela veut dire que la maison est sale.** »

## SALVADOR

### Un groupe de jeunes innove pour lutter contre la dengue

L'incidence de la dengue, une infection transmise par les moustiques, a considérablement augmenté au Salvador. Les enfants en sont les principales victimes, particulièrement ceux âgés de cinq à neuf ans. En mars, 1 266 cas de dengue avaient été diagnostiqués et deux décès confirmés.

Avec l'aide du ministère de la Santé national, un groupe de jeunes de la région de La Libertad sur la côte Pacifique a formé un comité sanitaire et trouvé une solution innovante. L'un des membres du comité, Fares, qui avait 17 ans à l'époque et qui est atteint d'une déficience auditive et de problèmes d'élocution, avait imaginé qu'un petit poisson se nourrissant des larves de moustiques pourrait être utilisé pour en contrôler les populations.

Avec l'équipe de Plan, l'équipe a décidé de créer des bassins pour élever ces poissons et les distribuer aux familles de la région. Des campagnes d'information ont été menées dans les écoles et un projet pilote a été lancé auprès de 900 familles de La Libertad.

**« Ils utilisent les ressources disponibles tout en appliquant des pratiques durables à faible coût qui sont respectueuses de l'environnement et de la santé publique »,** constate Celina Rosales, responsable des programmes de Plan.

Le modèle de projet a été reconnu par le gouvernement qui souhaite désormais l'étendre dans tout le pays. Fares est heureux : « **Chaque problème a sa solution. Il s'agit juste de la trouver.** »

# 42 435 000 €

## ont été investis dans l'eau et l'assainissement



## 835 207

### ménages ont reçu de l'aide pour améliorer leurs installations sanitaires



## 4 112

### points d'eau ont été construits ou modernisés

## Nos priorités mondiales pour 2015

- Continuer à renforcer les programmes sanitaires en y intégrant des thèmes tels que la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la sécurité économique et l'inclusion des personnes handicapées. Nous améliorerons ainsi plus efficacement la santé, le bien-être et la pérennité de notre impact.
- Identifier d'autres possibilités de programmes et de partenariats sanitaires conjoints et collaboratifs, y compris des consortiums et des partenariats public-privé.
- Accorder une attention particulière à la question de l'égalité des sexes dans notre travail, par exemple en développant les programmes de gestion de l'hygiène menstruelle.
- Continuer à chercher des solutions pour préserver les changements de comportement sur le plan de l'hygiène à la suite des interventions basées sur l'assainissement total piloté par la communauté.

# PROTECTION DES ENFANTS



## OBJECTIF DE PLAN :

Que tous les enfants et les jeunes **exercent leur droit à la protection contre la maltraitance, la négligence, l'exploitation et toute autre forme de violence.**

En ce qui concerne la protection des enfants, Plan adopte une approche systémique et complète qui vise à prévenir et combattre toute forme de violence faite aux enfants et aux jeunes. Nous appliquons cette approche dans nos programmes de développement et nos interventions d'urgence. Plan s'attache à mobiliser et à renforcer les capacités des enfants, des familles et des communautés. Par ailleurs, nous encourageons et nous aidons les gouvernements et les agences nationales à créer des systèmes durables qui garantissent un environnement sécurisé pour tous les enfants.

◀ « Je me souviens encore du jour de l'excision, j'avais sept ans. Aujourd'hui, grâce à Plan, mes sœurs ont été épargnées », raconte Mary\*, 13 ans, qui vit au Mali où les mutilations génitales féminines (MGF) sont pratiquées. « Le chef de mon village a signé un accord pour que les MGF cessent dans notre communauté. Plan est venu dans notre village pour nous expliquer les problèmes de santé que provoquent les MGF. Nous ne voulons plus qu'elles soient pratiquées. Les MGF vont devenir de l'histoire ancienne, ici. »

\* Le prénom a été modifié afin de protéger l'enfant.

## AFRIQUE DE L'OUEST

### Autonomiser les jeunes pour éradiquer la violence faite aux enfants

#### Nathalia Ngende, du programme sur la violence faite aux enfants, raconte :

« Au départ, nous avons pensé un nouveau concept sur la participation des jeunes et des enfants dans les actions de plaidoyer et de modification des politiques. Dans le cadre de notre projet, des conseils consultatifs nationaux rassemblant des enfants et des jeunes autour de la question de la violence faite aux enfants ont été créés dans 12 pays Plan de l'Afrique de l'Ouest. Nous avons créé toute une structure sur la participation des jeunes.

Chaque conseil est composé de 15 à 40 membres, filles et garçons. Ceux-ci assistent aux réunions et aux débats et peuvent mener des actions de sensibilisation à l'aide d'un ensemble d'outils : prospectus, bandes dessinées, spectacles de danse, réseaux sociaux, etc. Il est important que les activités de plaidoyer soient attrayantes.

Les principaux sujets abordés sont le travail et le trafic des enfants, les mutilations génitales féminines et le mariage précoce. Les jeunes contribuent à éradiquer ces pratiques. Au mois de septembre, le forum sur la violence faite aux enfants organisé à Accra, au Ghana, a révélé de nouvelles préoccupations, notamment sur la mendicité des enfants au Sénégal, le travail forcé des enfants dans des couvents au Bénin et le "repassage des seins" au Cameroun, une pratique inspirée par des traditions similaires aux mutilations génitales féminines.

Marta Santos Pais, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants, a qualifié le projet de « modèle » et recommandé qu'il soit reproduit dans le monde entier. Il faut savoir que le projet est très populaire chez les jeunes. Nous avons aujourd'hui plus de 5 600 délégués à la jeunesse, contre 500 au début du projet. »

## NÉPAL

### Utiliser la technologie pour combattre le trafic des enfants

Au Bangladesh, au Népal et en Inde, les enfants sont particulièrement vulnérables au trafic transfrontalier, particulièrement lorsqu'ils appartiennent à des groupes ethniques et religieux marginalisés, comme les Dalits (« intouchables »).

Pour favoriser le signalement, le suivi, le sauvetage et le rapatriement des enfants victimes de trafic du Bangladesh ou du Népal vers l'Inde, Plan a lancé un système de signalement sur le Web appelé Missing Child Alert (MCA). Plus généralement, le programme MCA passe par des activités de sensibilisation communautaire, la création de groupes de protection des enfants et l'organisation de séances de formation pour ces groupes. Il contribue aussi à la réhabilitation et à la réinsertion des victimes de trafic en leur apportant un abri, des séances de soutien psychologique et des ateliers sur les compétences de vie.

Plan travaille en partenariat avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Interpol, le Bureau d'enquête central de l'Inde et le Groupe de coordination sud-asiatique contre la violence faite aux femmes et aux enfants. L'éventail d'expertise de ces différentes institutions permet d'assurer une réponse coordonnée.

Julekha Khtoon a été interceptée à la frontière entre l'Inde et le Népal. Âgée de seulement 14 ans, elle était victime d'un couple de trafiquants qui avaient prétendu qu'elle pourrait rejoindre sa mère, qui avait migré à Delhi pour travailler, et y trouver du travail. Toutefois, grâce au projet MCA, Julekha a été rapatriée au Népal où elle a suivi des cours de couture pour devenir autonome économiquement. « **Je me demande où je serais si j'avais traversé la frontière** », dit-elle.

# 39 051 000 €

ont été investis dans la protection des enfants



## 58 008

membres du personnel de Plan ou d'organisations partenaires ont été formés



## 214 747

membres des communautés ont été formés

### Nos priorités mondiales pour 2015

- Déployer à travers l'organisation de Plan la nouvelle stratégie mondiale sur les programmes de protection des enfants (2015-2020) intitulée Protection from Violence is Every Child's Right (La protection contre la violence est un droit pour chaque enfant) et la diffuser largement auprès de nos organisations sœurs.
- Fournir à Plan des directives mondiales sur les meilleures pratiques utilisées dans les mécanismes communautaires de protection des enfants. Par exemple, nous nous appuyerons sur les travaux d'identification des meilleures pratiques réalisés par Plan en Afrique de l'Est et en Afrique australe où la sensibilisation des communautés et des gouvernements sur les questions relatives à la protection des enfants a été efficace.
- Renforcer la communauté de pratique autour des programmes de protection des enfants à travers tous les bureaux de Plan en créant un réseau qui permettra d'échanger sur les réussites et de tirer des leçons des échecs sur la base des données issues des programmes de Plan et d'autres organisations.

# SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE



© Plan / Katrin Van Giel

## OBJECTIF DE PLAN :

Que les enfants et les adolescents **exercent leur droit à la santé sexuelle et reproductive et accomplissent de façon saine et sécurisée leur transition vers l'âge adulte.**

Plan soutient l'accès universel à une éducation sexuelle adaptée à l'âge des enfants, tournée vers l'égalité des sexes et fondée scientifiquement. Nous plaçons pour un accès à des services de santé sexuelle et reproductive adaptés aux jeunes, égalitaires et confidentiels, y compris pour la prévention, les soins et les traitements liés au VIH. Nous travaillons avec les familles, les communautés et les gouvernements pour créer un environnement qui protège les enfants et les adolescents contre la discrimination, la coercition et les violences corporelles. En outre, nous soutenons et nous défendons le droit des adolescents à maîtriser et à défendre leur propre santé sexuelle et reproductive.

## ◀ BRÉSIL

### De jeunes comédiens diffusent des messages d'information sur la santé

**Nicole Campos, coordinatrice des programmes de Plan Brésil, raconte :**

« À Sao Luis, la capitale de l'État du Maranhão, des jeunes pratiquent le théâtre pour informer leurs camarades de façon amusante sur la santé sexuelle et reproductive. Cette activité s'inscrit dans le cadre du programme sur la santé des jeunes que nous avons créé pour travailler sur un ensemble de questions de santé essentielles pour les adolescents, notamment les comportements à risque (comme la consommation nocive d'alcool et de drogues) qui peuvent provoquer des maladies non transmissibles. Le programme fait l'objet d'un partenariat entre AstraZeneca, l'École de santé publique Johns Hopkins Bloomberg et Plan.

Dans quatre écoles principales, nous avons demandé à des groupes de dix adolescents âgés de 13 à 17 ans de fabriquer des accessoires, dont des marionnettes, et de préparer des scénarios sur quatre sujets : la contraception, la maltraitance sexuelle, la grossesse et l'avortement, et la diversité et la santé sexuelles.

Après avoir bénéficié d'une aide technique, tous les groupes ont créé des pièces étonnantes qui ont été jouées dans un théâtre public de São Paulo. L'une des adolescentes m'a expliqué que cette activité lui avait permis de montrer à sa mère comment on utilisait un préservatif, et un garçon dans le public m'a dit : **« Je sais maintenant ce que l'on ne nous apprend pas à l'école. C'était drôle, intéressant et beau. »**

Même s'il reste préoccupant que les garçons s'intéressent moins que les filles à ces questions, le programme de Plan montre bien que les questions de santé peuvent mobiliser les élèves. Rien qu'à Sao Luis, ce projet a atteint plus de 9 000 adolescents à ce jour, et notre programme sur la santé des jeunes a permis de toucher plus de 70 000 personnes. »

## CAMEROUN

### Protéger les nouveau-nés contre la transmission du VIH/SIDA

Dans le nord-ouest du Cameroun, 72 % des femmes en âge de procréer sont séropositives. Les soins prénataux et la prévention de la transmission du VIH aux nouveau-nés sont considérés comme des questions de femme dont les hommes ne doivent pas s'occuper. À cause de cela, le recours à ces services médicaux vitaux est limité. Plan a mis en place une intervention pour aider les hommes à participer aux soins prénataux et à la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant.

Dans les districts de santé de Wum et Meiganga, les activités de sensibilisation et les initiatives menées en coopération avec les organisations communautaires de femmes locales ont permis de créer 25 clubs d'hommes. Ces clubs défendent les soins prénataux et le dépistage du VIH pour les femmes enceintes. Grâce à leur travail, 75 % des membres des clubs ont accompagné leurs épouses ou partenaires aux visites prénatales.

Che Thomas, un membre du club d'hommes, témoigne : **« Les activités du club m'ont appris qu'un homme ne doit pas laisser sa femme tout assumer, mais au contraire la soutenir à toutes les étapes et l'accompagner aux consultations de soins prénataux. »**

Depuis le début du projet de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, 8 991 femmes enceintes de Meiganga et Wum ont bénéficié d'un dépistage du VIH. Parmi elles, 364 ont été déclarées séropositives et reçoivent actuellement un traitement. Grâce aux traitements, 297 enfants sont nés sans le VIH.

# 21 249 000 €

ont été investis dans la santé sexuelle et reproductive



## 32 pays

possèdent des programmes de prévention et de soins contre le VIH/SIDA

## 72 pour cent

des pays de programme soutiennent l'éducation sur les compétences de vie et les connaissances sexuelles

### Nos priorités mondiales pour 2015

- Identifier à travers l'organisation de Plan les programmes et pratiques de santé sexuelle et reproductive les plus prometteurs et fructueux qui sont basés sur notre approche de développement communautaire centré sur l'enfant.
- Consulter le personnel technique et le personnel chargé des politiques à travers toute l'organisation de Plan pour orienter la préparation des lignes directrices des politiques de Plan sur la santé sexuelle et reproductive.
- Créer et soutenir à travers l'organisation de Plan une communauté de pratique fructueuse sur la santé sexuelle et reproductive, afin de favoriser l'apprentissage et le partage.



En Ouganda, Jimmy Westerheim rencontre la communauté de Winifred

# NOS PARTENAIRES DE FINANCEMENT

Les partenariats sont un gage d'efficacité supplémentaire pour la réalisation de notre vision. Chez Plan, nous coopérons étroitement avec les parrains, les autres organisations de développement, le grand public et le secteur privé afin de mettre en commun ce que nous savons et ce que nous apprenons.

## PARRAINAGE

### Le parrainage transforme des vies

Depuis sa création, le parrainage se trouve au cœur des programmes mis en œuvre par Plan pour aider les enfants. Aujourd'hui, 1,4 million d'enfants possèdent un parrain et de nombreuses personnes participent au parrainage depuis au moins dix ans.

Le parrainage est bénéfique pour tous. D'une part, bien sûr, les enfants, leurs familles et leurs communautés profitent des bienfaits des interventions financées par Plan. D'autre part, les liens qui se tissent entre le parrain et l'enfant peuvent apporter un sentiment gratifiant aux donateurs.

◀ Jimmy Westerheim, 27 ans, un parrain norvégien, témoigne : **« Quand j'étais petit, mes parents parrainaient un garçon de la République dominicaine. Cela m'a permis de réaliser que tous n'avaient pas ma chance. En 2010, j'ai commencé à parrainer avec Plan un enfant zambien, Clément.**

**Je me suis rendu en Zambie, j'y ai rencontré Clément et j'ai aussi offert du matériel de football à son école. Je m'attendais à ce que ce soit difficile, mais les enfants que j'ai rencontrés étaient heureux et reconnaissants. Ce séjour a changé ma vie. Ensuite, j'ai économisé pour aller en Ouganda où je parrainais aussi Winifred, une jeune fille de maintenant 17 ans. Lors de ce voyage, j'ai visité le bureau local à Kampala. Une fois de retour en Norvège l'année dernière, j'ai participé au programme national télévisuel *Idol Gives Back* où j'ai parlé de mon parrainage. C'est super de pouvoir participer aux initiatives qui sont mises en place pour changer les vies des enfants. »**

## FINANCEMENT PAR LES SUBVENTIONS

### Les subventions Girl Power donnent des résultats

Plan Pays-Bas administre un programme qui rassemble six ONG néerlandaises et reçoit le soutien du gouvernement national néerlandais.

Intitulé The Girl Power: Promoting Equal Rights and Opportunities for Girls and Young Women (Donner du pouvoir aux filles : promouvoir l'égalité des droits et des chances pour les filles et les jeunes femmes), le programme vise à lutter contre les injustices dont souffrent quotidiennement les filles et les jeunes femmes en Éthiopie, au Ghana, au Liberia, en Sierra Leone, en Zambie, au Bangladesh, au Népal, au Pakistan, en Bolivie et au Nicaragua.

Le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas a attribué au programme 52 millions d'euros sur cinq ans (jusqu'en 2015) pour aider Plan et ses partenaires à garantir la pleine participation des filles et des jeunes femmes dans la société, la politique et l'économie.

En 2013, le programme a offert à 900 000 filles et 450 000 garçons des services tels que des séances de formation sur les compétences de vie, des lignes d'assistance téléphonique pour les enfants, des bourses et des services de protection sociojuridique. D'autres initiatives ont été mises en œuvre comme l'organisation d'activités de sensibilisation auprès de 350 000 ménages et 8 850 chefs traditionnels, ainsi que des séances de formation pour 6 000 fonctionnaires de première ligne comme les policiers, les enseignants et les travailleurs de santé.

En Bolivie, dans le cadre du projet Girl Power, des filles issues des quartiers les plus défavorisés de la municipalité de Yunchará ont appris à réaliser un programme radio hebdomadaire pour parler de leurs difficultés. L'une des organisatrices de l'émission, Tomasita, 15 ans, témoigne : **« Au début, les filles étaient timides. Maintenant, elles écoutent la radio et participent à l'émission. Elles connaissent leurs droits et les revendiquent. Nous avons rencontré un procureur de Yunchará pour lui présenter les requêtes des filles. Il nous a écoutées, et notre démarche commence à porter ses fruits. »**

## PARTENARIATS AVEC DES ENTREPRISES

### Les enseignements d'une relation fructueuse

L'apprentissage est la clé pour briser le cercle de pauvreté et l'éducation est le premier secteur d'investissement de Plan. La Fondation du Crédit suisse partage notre foi en l'éducation.

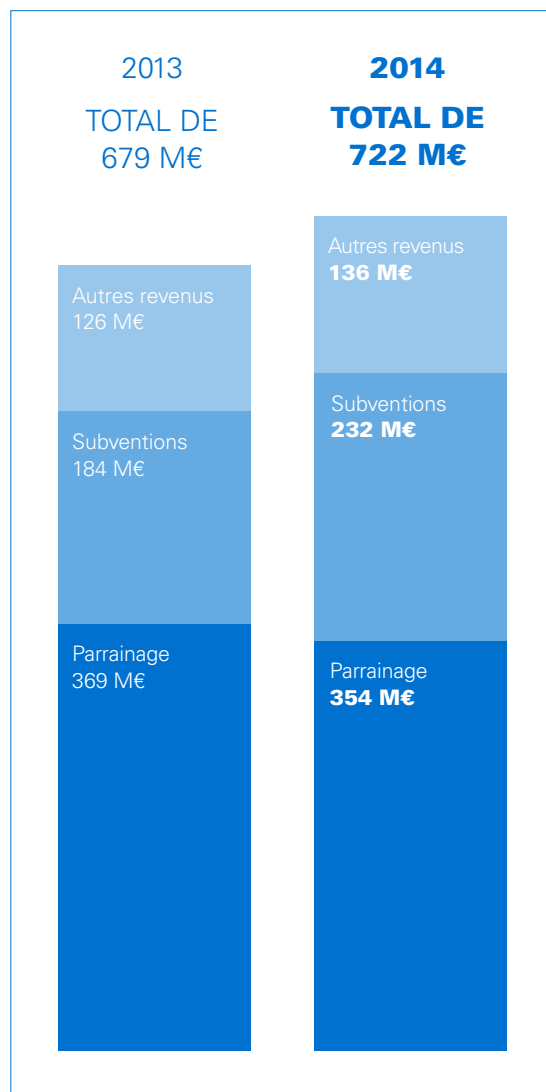
En mai 2014, le Crédit suisse a demandé à Plan Royaume-Uni d'être l'un de ses deux principaux partenaires pour un nouveau projet de trois ans axé sur l'éducation financière des filles. Le programme vise 100 000 filles au Brésil, en Chine, en Inde et au Rwanda. Il entend renforcer la culture financière et les compétences de vie des filles pour les aider à rester plus longtemps à l'école.

Ce financement s'appuie sur un précédent partenariat entre Plan et le Crédit suisse qui avait eu un impact important sur l'éducation au Liberia, en Ouganda, au Guatemala et au Cambodge en aidant environ 19 000 enfants à recevoir une éducation de meilleure qualité. Ensemble, nous avons transformé des écoles, fondé des comités d'élèves et formé des enseignants.

Le Dr Manuel Rybach, responsable mondial des fondations et de la citoyenneté d'entreprise auprès du Crédit suisse, déclare : **« Nous sommes heureux de poursuivre notre partenariat avec Plan à travers un programme qui se concentre sur l'importante question stratégique de la culture financière. En ajoutant un module d'éducation financière aux séances de formation éprouvées de Plan sur les compétences de vie, nous aspirons à renforcer les capacités des jeunes à s'investir pleinement dans la vie de leurs communautés et à tirer profit des opportunités qui se présentent pour améliorer leurs chances dans la vie. »**

# SITUATION FINANCIÈRE

## REVENUS PAR SOURCE



Pour l'exercice financier s'achevant au 30 juin 2014, les revenus mondiaux de Plan ont atteint 722 millions d'euros, soit une hausse de 6 % par rapport à l'année précédente. Ce montant inclut 31 millions d'euros liés aux interventions de secours, de protection et d'éducation suite au passage du typhon Haiyan qui a frappé les Philippines en novembre 2013. Pour cet exercice, les revenus de Plan provenaient à 60 % des dons individuels. Ces dons ont été effectués soit à travers le parrainage des enfants qui a permis de recueillir 354 millions d'euros de financement, soit à travers les contributions versées dans le cadre de la campagne de Plan Parce que je suis une fille, des appels aux dons liés aux catastrophes et à d'autres collectes de fonds, pour un total de 79 millions d'euros. Les subventions et autres contributions financières des institutions et des entreprises donatrices se sont élevées à 259 millions d'euros soit 36 % du total des revenus, ce qui représente une hausse de 27 % par rapport à l'année précédente. Sur ce montant, 27 millions d'euros proviennent des partenariats conclus avec des entreprises. Les dons en nature, qui prennent principalement la forme de distributions alimentaires et de médicaments, représentent 4 % des revenus pour cet exercice et ont apporté 30 millions d'euros de ressources en 2014, soit 14 % de moins qu'en 2013.

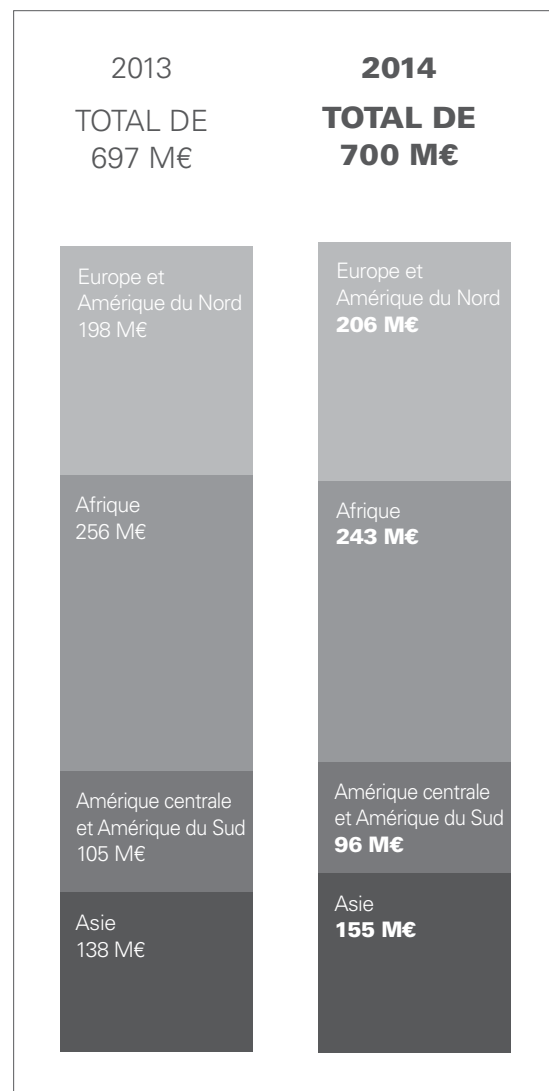
Pour cet exercice, Plan enregistre un excédent de 13 millions d'euros. Cet excédent constitue le résultat net de fonds non dépensés, majoritairement des fonds soumis à restrictions, qui seront utilisés ou répartis tout au long d'un projet s'étendant sur plusieurs années. Cet excédent est compensé par les dépenses planifiées dans le cadre d'une réserve d'investissement de 4 millions d'euros et l'impact des fluctuations monétaires défavorables qui s'élève à 8 millions d'euros. Il fait suite à un déficit de 25 millions d'euros pour l'exercice 2013 qui avait aussi été marqué par une utilisation de la réserve d'investissement et des pertes de change.

## REVENUS PAR PAYS

	2013	2014
	000€	<b>000€</b>
Allemagne	117 527	<b>131 181</b>
Canada	130 538	<b>117 334</b>
Royaume-Uni	65 184	<b>75 652</b>
États-Unis	58 774	<b>73 735</b>
Norvège	53 324	<b>53 021</b>
Pays-Bas	47 911	<b>48 937</b>
Australie	41 220	<b>41 621</b>
Suède	35 224	<b>35 035</b>
Japon	26 662	<b>23 921</b>
Finlande	16 330	<b>16 766</b>
France	12 344	<b>14 174</b>
Belgique	12 754	<b>13 632</b>
Colombie	8 987	<b>13 285</b>
Espagne	12 592	<b>12 425</b>
Irlande	9 008	<b>12 240</b>
Corée	8 826	<b>10 180</b>
Danemark	6 105	<b>7 173</b>
Inde	3 465	<b>5 566</b>
Hong Kong	4 294	<b>5 147</b>
Suisse	4 258	<b>3 449</b>
Italie	600	<b>472</b>
Autres	2 846	<b>6 732</b>
<b>Total</b>	<b>678 773</b>	<b>721 678</b>



## DÉPENSES PAR RÉGION



Les dépenses mondiales de Plan se sont élevées à 709 millions d'euros si l'on inclut les pertes de change, ou 700 millions d'euros sans ces pertes. On observe une augmentation des dépenses de 5 millions d'euros. L'écart entre la croissance des revenus de 43 millions d'euros et la croissance des dépenses de 5 millions d'euros s'explique par l'utilisation qui a été faite des réserves lorsque les dépenses ont dépassé les revenus en 2013, ainsi que par une donation de 9 millions d'euros du Fonds mondial en 2014 qui a été utilisée pour acheter des moustiquaires contre le paludisme. Ces moustiquaires seront distribuées et donc passées en dépenses en 2015, et figurent dans les revenus pour 2014.

Si l'on exclut les fonds liés aux gains et pertes de change, Plan a utilisé 77 % (ajustement de 2013 : 76 %) de l'argent reçu pour les dépenses liées aux programmes, 14 % (ajustement de 2013 : 16 %) pour les dépenses liées à la collecte de fonds et 9 % (ajustement de 2013 : 8 %) pour d'autres coûts de fonctionnement incluant les dépenses liées aux activités commerciales menées en soutien aux fonds caritatifs. Étant donné que les résultats mondiaux de Plan représentent à la fois Plan International, Inc. et les organisations nationales, ces proportions ne s'appliquent pas nécessairement à l'une ou l'autre de ces entités individuelles.

Pour l'exercice 2014, l'Afrique représente 35 % des dépenses, l'Asie 22 %, l'Afrique centrale et l'Amérique du Sud 14 % et l'Europe et l'Amérique du Nord 29 %. La part des dépenses destinées à l'Asie a augmenté par rapport à l'année précédente (2013 : 20 %) en raison des actions qui ont suivi le passage du typhon Haiyan et qui représentent la plus grande intervention d'urgence de Plan réalisée à ce jour.

## DÉPENSES PAR DOMAINE

	2013	2014
	Ajusté	
	000€	000€
<b>Développement intégré de la petite enfance</b>	113 631	<b>98 114</b>
<b>Santé sexuelle et reproductive</b>	16 203	<b>21 249</b>
<b>Éducation</b>	87 555	<b>82 753</b>
<b>Eau et assainissement</b>	45 417	<b>42 435</b>
<b>Sécurité économique</b>	41 598	<b>51 076</b>
<b>Protection</b>	37 979	<b>39 051</b>
<b>Participation à la citoyenneté</b>	68 887	<b>65 440</b>
<b>Gestion des risques de catastrophe</b>	70 083	<b>91 214</b>
<b>Éducation pour le développement</b>	7 146	<b>5 717</b>
<b>Communications sur le parrainage</b>	38 715	<b>38 901</b>
Dépenses liées aux programmes	527 214	<b>535 950</b>
Coûts de collecte de fonds	110 113	<b>100 476</b>
Autres coûts d'exploitation	54 409	<b>59 256</b>
	691 736	<b>695 682</b>
Dépenses liées aux transactions	5 004	<b>4 647</b>
Total des dépenses avant l'effet de change	696 740	<b>700 329</b>
Pertes nettes liées à l'effet de change	6 545	<b>8 171</b>
<b>Dépenses totales</b>	703 285	<b>708 500</b>

Les pourcentages de comparaison avec l'année précédente ont été ajustés en raison de l'adoption par Plan d'une révision de la catégorisation des coûts de parrainage en 2014, afin de renseigner séparément les aspects liés à l'éducation pour le développement et à la collecte de fonds. Les résultats pour l'exercice 2013 ont été représentés selon la même base.

### En savoir plus

Vous pouvez obtenir plus d'informations financières dans nos comptes financiers disponibles sur notre site Internet à l'adresse [plan-international.org/annualreview](http://plan-international.org/annualreview)

# PRIX ET RECONNAISSANCE DE NOTRE TRAVAIL

## Asie

Deux des jeunes militants de Plan ont reçu le Prix du courage de la jeunesse pour l'éducation des mains de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour l'éducation mondiale, Gordon Brown. Keshob Roy, Bangladais de 18 ans, est le président d'une organisation d'enfants fondée et soutenue par Plan qui œuvre en faveur de la scolarisation des filles et contre le mariage précoce. Urmila Chaudhary, dont l'enfance a été marquée par 12 années d'esclavage domestique, est une figure centrale de la campagne de Plan pour l'abolition du système Kamalari de servitude des enfants au Népal.

## Cambodge

Le ministère de l'Éducation cambodgien a salué le travail de Plan sur l'éducation des enfants vivant dans les zones rurales de Kampong Cham, la province la plus peuplée du pays. La médaille d'or a été attribuée à Plan par Im Koch, le secrétaire d'État à l'Éducation qui a remercié l'organisation d'apporter « des services éducatifs et des équipements absolument nécessaires pour la localité. »

## Salvador

Plan Salvador faisait partie des finalistes pour les récompenses annuelles de la Fondation Gloria de Kriete. Le projet de Plan qui soutient une coopérative de jeunes distributeurs de miel a reçu un prix spécial qui salue son approche innovante, ainsi que la somme de 39 000 € pour permettre l'expansion du projet.

## Guatemala

Le Prix spécial Ulrich Wickert pour les droits de l'enfant 2014 a rendu hommage aux réalisations de Radio Pocolá, un projet médiatique mis en place par les jeunes de Plan Guatemala. Les garçons et les filles des communautés indigènes s'adressent à des centaines de familles à travers cette station de radio.



## Indonésie

Les projets d'assainissement total piloté par la communauté de Plan Indonésie ont remporté le Prix OMD 2013 du gouvernement indonésien. Ce prix fait l'éloge du travail réalisé en Indonésie depuis 2010 pour fournir un accès à des installations sanitaires décentes et encourager les communautés à bâtir leur propre équipement sanitaire sans subvention.

## À l'échelle internationale

Le court-métrage de Plan *I'll Take It From Here* a décroché le Prix de l'UNICEF lors du Festival international du film d'animation d'Annecy. Ce petit film sur le droit à l'éducation des filles a été tourné au Malawi avec un casting local et amateur. Il a été traduit dans au moins 12 langues et diffusé dans 25 pays.

## Liberia

Le journal *Inquirer* a désigné Plan comme l'ONG internationale de l'année 2013 et félicité l'organisation pour son travail en faveur du développement du bien-être des enfants touchés par la guerre dans 77 communautés du pays.

## Mali

La ministre malienne de la Promotion de la femme, de l'enfant et de la famille a décerné un prix à Plan Mali pour son impact sur la réduction des mutilations génitales féminines. Des représentants de 45 villages maliens ayant mis un terme à cette pratique suite aux programmes de Plan étaient présents à la cérémonie.

## Îles du Pacifique

Mis en œuvre dans six pays des îles du Pacifique, le programme d'adaptation au changement climatique centrée sur l'enfant 4CA de Plan Australie faisait partie des trois gagnants lors de la première remise du Prix du Pacifique pour l'innovation et le leadership en faveur de la résilience. Ce prix est une initiative du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe.

## Thaïlande

Le projet sur l'éducation bancaire de Plan Thaïlande a remporté le Chairman's Challenge qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative mise en place par la société Prudential pour encourager son personnel à participer à des projets caritatifs. Environ 180 bénévoles de Prudential ont travaillé auprès des élèves pour renforcer leur culture financière. En trois ans, le projet a aidé 4 500 filles et garçons à acquérir des connaissances et des compétences dans le domaine financier.

## Ouganda

Le président ougandais Yoweri Museveni a remis à Plan Ouganda un prix qui lui confère le titre de meilleure organisation de développement pour les enfants du pays. Le Prix ougandais de l'investissement responsable a salué la contribution de Plan en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le président Museveni a qualifié Plan de « partenaire responsable ».



## Afrique de l'Ouest

Plan a remporté le Prix du réseau Roll Back Malaria de l'Afrique de l'Ouest pour les organisations non gouvernementales. Dans nos 12 pays de programme de l'Afrique de l'Ouest, nous avons participé à la distribution de près de 19 millions de moustiquaires et nous avons formé 28 000 militants communautaires et 3 800 agents de santé communautaires. Roll Back Malaria est un partenariat mondial qui rassemble plus de 500 organisations et gouvernements.



# NOS BUREAUX

## Pays de programme

Bangladesh	Guinée-Bissau	Paraguay
Bénin	Haïti	Pérou
Bolivie	Honduras	Philippines
Brésil	Inde	Rwanda
Burkina Faso	Indonésie	Sénégal
Cambodge	Kenya	Sierra Leone
Cameroun	Laos	Sri Lanka
Chine	Liberia	Soudan du Sud
Colombie	Liberia	Soudan
République dominicaine	Mali	Tanzanie
Équateur	Mozambique	Thaïlande
Égypte	Myanmar	Timor-Leste
Salvador	Népal	Togo
Éthiopie	Nicaragua	Ouganda
Ghana	Niger	Vietnam
Guatemala	Nigeria*	Zambie
Guinée	Pakistan	Zimbabwe

## Organisations nationales

Australie	Allemagne	Pays-Bas
Belgique	Hong Kong	Norvège
Canada	Inde	Espagne
Colombie	Irlande	Suède
Danemark	Italie	Suisse
Finlande	Japon	Royaume-Uni
France	Corée	États-Unis

## Bureaux de liaison

Bureau de liaison auprès de l'UE,  
Bruxelles, Belgique

Bureau de liaison auprès de l'ONU,  
New York, États-Unis

Bureau de liaison et de plaidoyer  
auprès de l'ONU, Genève, Suisse

Bureau de liaison panafricain,  
Addis Abeba, Éthiopie

## Bureaux régionaux

Amérique  
Asie  
Afrique de l'Est et Afrique  
australe  
Afrique de l'Ouest

\* En novembre 2014.



**Plan**  
**Siège international**  
**Dukes Court, Duke Street, Woking,**  
**Surrey GU21 5BH, Royaume-Uni**

**tél. +44 (0) 1483 755155 fax +44 (0) 1483 756505**  
**e-mail [info@plan-international.org](mailto:info@plan-international.org)**

Plan Limited est une filiale en propriété exclusive de Plan International, Inc. (une organisation à but non lucratif immatriculée dans l'État de New York aux États-Unis) et une société à responsabilité limitée immatriculée en Angleterre sous le numéro 03001663. Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système d'archivage ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit – électronique, mécanique, photocopie ou autre – sans le consentement préalable de Plan Ltd. Pour en savoir plus, veuillez adresser un courriel à l'adresse [info@plan-international.org](mailto:info@plan-international.org). Cette publication est également disponible en ligne à l'adresse [plan-international.org/](http://plan-international.org/) publications.

Conception et graphisme : nim design

# Plan International Worldwide Directors' report and Combined Financial Statements

for the year ended 30 June 2014

## Contents

---

### Page

Directors' report	2
Independent auditors' report	10
Combined income statement	11
Combined statement of comprehensive income and expenditure	11
Combined statement of financial position	12
Combined statement of cash flows	13
Combined statement of changes in fund balances	14
Notes to combined financial statements	15

## Key abbreviations and definitions:

---

Throughout this report, the organisations and operational groupings comprising Plan are referred to as follows:

- Plan** - Plan International Worldwide, including Plan International, Inc., Plan Limited and Plan National Organisations combined
- PI Inc** - Plan International, Inc.
- Plan Ltd** - Plan Limited
- NO** - National Organisation
- Field** - Development and humanitarian programme operations in Africa, Asia and the Americas, including these activities undertaken by the Indian and Colombian National Organisations

### **International Headquarters -**

The central organisation of Plan comprising the PI Inc head office branch and Plan Limited

The year ended 30 June 2014 is referred to as 2014 throughout this report and similarly for prior years.

## Directors' report

The directors of PI Inc present their directors' report and the audited combined financial statements in respect of Plan for the year ended 30 June 2014.

### 1. Activities

Plan is an international humanitarian, child centred development organisation with no religious, political or governmental affiliations. Plan implements programmes to create a better future for children who live in developing countries and whose quality of life and ability to fulfil their potential is affected by extreme poverty, the failure of care by adults, discrimination and exclusion by society, or catastrophic events such as conflict or disasters.

Plan's aim is to achieve sustainable development: a better world for children now and in the long-term. This means working with children, their families, communities, governments and civil society organisations across Asia, Africa and Latin America and campaigning at national and international levels, to bring about sustainable change. Plan's work is founded on support from individuals through child sponsorship which connects children and families in developing countries with supporters of social justice for children around the world.

Through direct grassroots work, Plan supports the efforts of children, communities and local organisations to enable children to access their rights to education, health, a safe environment, clean water and sanitation, secure family income and participation in decision-making. Plan works to protect children at special risk; for example, child labourers, children vulnerable to trafficking, those who have lost parents to HIV/AIDS and those impacted by natural or economic disasters. Plan strives to ensure that children's rights are recognised, through influencing policy decisions at local, national and international levels and through our global campaigns for equality for girls (Because I am a Girl), universal birth registration (Count Every Child) and violence-free school environments (Learn Without Fear).

Plan's work is the result of partnerships with local people and organisations, based on mutual understanding and a shared commitment to programmes which will benefit children for years to come. At a local level, Plan partners work directly with communities to identify the priority issues affecting children. Plan actively encourages children to analyse their own situations, and raises their awareness of the fundamental rights to which they are entitled. Plan then supports the community to build the skills and access the resources it needs to implement projects that will lead to positive changes in children's lives.

To help them realise their potential, Plan campaigns for children to become aware of their rights and creates and encourages opportunities for children to speak out on their own behalf and to participate in decision-making that affects their own development.

Programmes mainly take place in countries where Plan-sponsored children live. The amount spent in each country depends on the number of children and communities that will benefit from the programme, the extent of poverty, educational and health challenges as well as the cost of operating in the country. Environmental factors and unforeseen events in the countries in which Plan operates may disrupt spending plans or result in programmes to address the impact of a natural disaster.

### 2. Membership and structure

Plan has 21 NOs, which, excluding Plan Italy, are members of PI Inc. The member NOs together, fully control PI Inc. and have agreed to comply with the standards of operation set out in the By-laws of PI Inc. Each is a separate legal entity in its own country, with objectives, purposes and constitutions which are substantially similar to those of PI Inc. The NOs carry out fundraising, development education and advocacy and those in India and Colombia also carry out development programmes in their respective countries. PI Inc manages the allocation, distribution and use of funds raised by NOs for work in developing countries.

PI Inc is registered in New York State as a not-for-profit corporation with its principal office in Rhode Island, USA. PI Inc operates in 48 programme countries, coordinated through 4 regional offices. Plan's International Headquarters is located in the United Kingdom. Plan has four advocacy liaison offices. These include an office in New York, to liaise with the United Nations delegations, an office in Brussels operating as Plan Europe to liaise with the European Union, an office in Geneva to liaise with the United Nations and an office in Ethiopia to liaise with the African Union.

### 3. Members' Assembly

The Members' Assembly is the highest decision-making body of PI Inc and is responsible for setting high-level strategy and approving the budget and financial statements for the organisation. The Members' Assembly also elects the Board of PI Inc and ratifies the appointment of the Chief Executive Officer of PI Inc. The Members' Assembly consists of one or more delegates from NOs. Each NO is entitled to a minimum of one delegate and one vote. Entitlement to further delegates and votes is determined by the level of funds transferred to PI Inc or to PI Inc approved programmes. In June 2011, the Members' Assembly approved the Global Strategy to 2015 and in June 2012 the Members' Assembly approved a business operating model reform programme required to implement the Global Strategy. The Global Strategy is available on Plan's website [www.plan-international.org](http://www.plan-international.org).

### 4. Directors

The Board of PI Inc ("International Board") directs the activities of PI Inc and is responsible for ensuring that the management of the organisation is consistent with the By-laws and with the strategic goals of the organisation as determined by the Members' Assembly to whom it is accountable. The International Board is comprised entirely of non-executives, none of whom are paid by PI Inc.

The By-laws prescribe a maximum number of 11 directors, who are elected by the Members' Assembly. As at 30 June 2014 there were 10 directors on the International Board, including seven directors who sit on the Board of an NO, two directors who are independent from Plan and come from developing countries and one further director who is independent of the NOs. All directors have fiduciary duties to act in the interests of PI Inc. Members of the International Board are nominated on the basis that they provide a range of skills and experiences of most importance to PI Inc according to criteria defined by the Members' Assembly. International Board directors hold office for a term of three years, upon completion of which they are eligible for re-election for up to two further consecutive terms. The Chair of the Members' Assembly is also Chair of the International Board and may serve up to two consecutive terms of three years as Chair.

The responsibilities and powers of the International Board are prescribed by the By-laws and include the following: the management of PI Inc's affairs in a manner consistent with the By-laws; the preparation of recommendations to the Members' Assembly; implementing the vision, mission and overall strategic goals and policies set by the Members' Assembly; overseeing the development and implementation of budgets and long-term financial plans approved by the Members' Assembly; the selection and evaluation of the performance of the Chief Executive Officer; measurement and evaluation of PI Inc's programme, financial and other performance; and assuring the financial integrity of PI Inc including reporting the results of assurance activities to the Members' Assembly.

During 2014, the Board has assessed progress in implementing the Global Strategy to 2015, including the programme and fundraising portfolio plans. This has involved overseeing a number of organisational developments, including changes in Brazil, Thailand, Nigeria and South America. The Board have also looked ahead to the potential global development goals post 2015. In order to implement its Global Strategy, Plan identified changes required in its business operating model and design of these changes and implementation of some aspects, were monitored by the Board during the year.

The Board's programme in 2014 has included approving both programmatic and corporate partnership standards and reviewing and where necessary, revising financial policies. Where appropriate, policies and standards have also been adopted by the Members' Assembly, for application by all Federation members.

The Board has reviewed and revised the Terms of Reference of its two Committees, the Programme Committee and the Financial Audit Committee, during the year.

The International Board of Directors as at 30 June 2014 comprised:

**Ellen Margrethe Løj** – Chair of the Members' Assembly and International Board until 22 November 2014. With a distinguished career as a diplomat, Ellen has worked within the UN and the Danish government, including representing her country in the Security Council and the EU. Ellen served as the Special Representative of the Secretary-General of the United Nations Mission and Coordinator of United Nations Operations in Liberia from 2008 to 2012. She is also a Board member of Plan Denmark.

**Dorota Keverian** – Vice Chair of the International Board. Dorota has extensive international experience in talent management, organisational change, strategy and performance improvement. She is currently a Director at William J. Clinton Foundation's Climate Initiative overseeing carbon capture, utilization and storage projects in the US. Former Global Director of Consultant Human Resources, Boston Consulting Group. Former Arthur D Little Director and Vice President, responsible for Global Oil Practice P&L and people development. She is also a Board member and Chair of Plan USA.

**Martin Hoyos** – Treasurer of the International Board until 22 November 2014. Martin worked as an audit partner of KPMG Austria and Germany; for 2 years he was the regional CEO of KPMG in the Europe, Middle East and Africa region. After retiring from KPMG in September 2007 he joined the boards of two family-owned businesses as a non-executive director and is a member of the Supervisory Boards of four listed companies in Germany, Holland and France.

**Mayu Avila** – Mayu has long standing experience within the private sector, mostly within banking and insurance, at the highest management and governance level. Her additional knowledge of the public sector comes from serving in several roles, including in 1999 being the first woman to be designated Minister of Foreign Affairs of El Salvador. She has extensive experience of NGO Boards, in both El Salvador and the Americas region. She taught at two Universities in El Salvador and at conferences at Business Schools. She has a private sector award of La Palma de Oro for maximum life time achievement. Mayu is currently Corporate Sustainability Head for HSBC Latin America.

**Stan Bartholomeussen** – Stan was a director until 22 November 2014. Stan has worked as an Independent Consultant and Director of ACE Europe and has key credentials in strategic planning and capacity building of NGOs, processes of change within NGOs, public administration and European legislation. He is also a Board member of Plan Belgium.

**Werner Bauch** – Werner’s most recent position was as Managing Partner of MasterMedia GmbH and former Assistant Professor at the Free University of Berlin. He has also acted as Board member of Manning, Selvage and Lee Inc as well as Chairman of Plan International Germany and the Foundation in Germany.

**Assefa Bequele** – Assefa’s professional experience includes university teaching in the United States and Ethiopia, and a long service of over 27 years in the International Labour Office as Director in its headquarters in Geneva, Asia and Africa. Dr Bequele is currently a Distinguished Fellow at The African Child Policy Forum, a leading Pan-African policy centre committed to the promotion of child rights and child wellbeing in Africa.

**Joshua Liswood** – Joshua is currently a Partner at MillerThomson LLP. His practice has been dedicated to the health field as counsel and in an advisory capacity and he has a number of major publications and articles related to this field. Joshua is currently Vice Chair of Plan Canada and from 23 November 2014 is the Chair of the Members’ Assembly and International Board.

**Frans Roselaers** – Frans was a director at the International Labour Office, working on human development issues, child rights, and especially child labour. He is also a Board member of Plan Netherlands.

**Anne Skipper** – Anne has more than 25 years experience as a company director in the not-for-profit government and private sector. Anne is a corporate governance specialist and is currently a facilitator with the Australian Institute of Company Directors in Australia and internationally. She is also a Board member of Plan Hong Kong.

Lydie Boka-Mene retired from the International Board of Directors on 19th March 2014. Günter Haag, Gerald Hueston, Gunvor Kronman and Naderev Sano were appointed as board directors from 23 November 2014.

The average number of board directors during the year was 11.

## 5. Management team

In addition to the International Board, key management in Plan includes the Senior Management of the International Organisation (PI Inc) and the National Directors of the NOs. Members of these groups at 30 June 2014 are listed below:

### International Senior Management

Director	Role
Nigel Chapman	Chief Executive Officer
Tjipke Bergsma	Deputy Chief Executive Officer
Ann Firth	Chief Financial Officer
Mark Banbury	Chief Information Officer
Tara Camm	General Counsel and Company Secretary
Pamela Innes	Director of Human Resources and Organisational Development
Gary Mitchell	Director of Global Assurance
Jorn Johanson	Director of Global Communications
Matthew Carlson	Acting Americas Regional Director
Adama Coulibaly	West Africa Regional Director
Roland Angerer	East and Southern Africa Regional Director
Mark Pierce	Asia Regional Director

### National Directors

Director	National Organisation
Ian Wishart	Australia
Dirk van Maele	Belgium
Rosemary McCarney	Canada
Gabriela Bucher	Colombia
Gwen Wisti	Denmark
Ossi Heinänen	Finland
Alain Caudrelier-Bénac	France
Maike Röttger	Germany
James Murray	Hong Kong
Bhagyashri Dingle	India
David Dalton	Ireland
Tiziana Fattori	Italy
Gabriel Kazuo Tsurumi	Japan
Sang-Joo Lee	Korea
Monique van’t Hek	Netherlands
Olaf Thommessen	Norway
Concha López	Spain
Anna Hägg-Sjöquist	Sweden
Andreas Herbst	Switzerland
Tanya Barron	United Kingdom
Tessie San Martin	United States

The average number of members of key management during the year was 32, in addition to the 11 members of the International Board.

## 6. Statement on internal control

The International Board of PI Inc and the Boards of the NOs are accountable for the internal controls within the entities which they govern. Management of the organisations are responsible for maintaining a sound system of internal control. This includes risk management that supports the achievement of Plan’s mission and objectives and safeguards the donations received, assets and resources, including staff.

The controls over financial reporting include policies and procedures relating to the maintenance of records, authorisation of transactions and reporting standards. Control processes provide for the prevention or timely detection of unauthorised transactions that could have a material effect on the financial statements. These include a Global Assurance function which reports directly to the Financial Audit Committee of the International Board and conducts audits of financial and other operating areas within PI Inc and where requested by NOs.

Global Assurance completed 43 audits during 2014, covering operational and financial activities within PI Inc. In addition, there were 8 follow up audits to test the effectiveness of controls implemented following an initial audit. 17 of the audits were the holistic Control Framework audits, using the COSO framework, and based on attainment of management standards. 7 reviewed project management processes, and focussed on programme assurance, 16 were specific functional or grants reviews, 2 were designed to review the effectiveness of some key, global policies, and there was a comprehensive audit of Plan’s response to Typhoon Haiyan in the Philippines. These audits are indicating that Plan continues to show some improvements in management controls, but that there is still variation in application and consistency. The designed improvements to management systems and processes, has not yet been cascaded down to sufficient operational units to have a demonstrable impact in the year.

Plan’s intent is to continue to raise the standard of its internal controls, applying operational procedures and standards more consistently and strengthening monitoring and reporting. An integrated financial, grants and projects tracking system had been implemented in 4 East and Southern Africa operations by 30 June 2014 and an acceleration of the rollout to other PI Inc operations is expected in 2015. This is expected to improve control and oversight of operations.

## 7. Risk management

PI Inc and the NOs have a standard Risk Management Policy. The International Board has overall responsibility for PI Inc’s system of risk management. The system is designed to identify key risks and provide assurance that these risks are fully understood and managed and is in accordance with ISO 31000 methodology. The International Board has delegated the responsibility for reviewing the effectiveness of this system and monitoring the management of significant risks to its Financial Audit Committee. Each NO is responsible for ensuring that it identifies, monitors and manages its own risks in accordance with the policy.

Plan is affected by a number of risks and uncertainties, not all of which are in its control, but which impact on the delivery of its objectives. A global risk register is maintained by management, which seeks to capture the most significant risks facing the organisation, the senior management owner responsible for monitoring and evaluating the risk and the mitigation strategies. A formal review of the global risk register is undertaken by the Financial Audit Committee on a quarterly basis.

The principal risks identified on the risk register and actively managed during 2014 included risks inherent in the nature and geography of Plan’s operations: risks of a child protection incident, risks of fraud occurring and risks to the security of staff and operations. Also, the risks associated with the level of change ongoing in the organisation as a result of the business operating model reform programme, have been a particular focus. The other key operational and strategic risks managed during the year related to global economic instability, aspects of income growth and meeting accountabilities to donors, achieving the staff resourcing necessary for successful operations and implementing the SAP integrated system.

## 8. Environmental reporting

Plan's environmental Key Performance Indicators conform to the Global Reporting Initiative (GRI) for the areas measured, and are converted into carbon emission equivalents where relevant.

Reported emissions have decreased by 2%, from 23,367 tonnes in 2013 to 22,783 tonnes in 2014. Emissions arise from the sources listed below:

Environmental impact in tonnes of Carbon Dioxide equivalent			
	FY14	FY13	% change
Air travel	8,469	8,219	3%
Vehicle and train travel	7,469	7,887	(5%)
Electricity use	4,831	4,708	3%
Office Diesel use	1,647	2,147	(23%)
Natural gas use	367	406	(10%)
<b>Total</b>	<b>22,783</b>	<b>23,367</b>	<b>(2%)</b>

The decrease in Plan's environmental impact year on year reflects a reduction in travel and switches in the form of energy used, to cleaner energy sources.

During 2014, Plan developed a strategy to manage the environmental impact of the operations of the Worldwide organisation, which the International Board reviewed in October 2014.

## 9. Financial overview

### 9a Summary

Plan's combined surpluses and deficits in 2014 equate to a €13 million Worldwide surplus, compared to a €25 million deficit in 2013. Both years have been impacted by net foreign exchange translation and transaction losses, due to depreciation of non-Euro currencies. 2014 results have also been affected by the Philippines Typhoon Haiyan disaster which accounted for €31 million of income and €23 million of expenditure.

In the year to 30 June 2014 Plan raised income of €722 million, which was €43 million more than the previous year, an increase of 6%. Total expenditure was €709 million, which was €5 million more than 2013 a 1% increase. As well as the donations related to Typhoon Haiyan, income in the year included €9 million related to the purchase of malaria bed nets which were not distributed at the year end and therefore not included in expenditure.

As the combined results represent the aggregation of PI Inc and the NOs, the resulting income and expenditure profile and ratios are not necessarily applicable to any of the individual entities.

### 9b Income

Plan mainly raises funds in Europe, the Americas and the Asia-Pacific region. Income in 2014 was impacted by adverse exchange rate movements compared to the Euro, whilst 2013 was impacted by favourable exchange rates movements.

49% of Plan's income is derived from regular giving through child sponsorship, which decreased by €14 million or 4% to €354 million in the year, due to the effects of currency depreciation against the Euro with a small increase excluding the exchange rate differences between the two years. Excluding Euro translation effects, the most notable sponsorship income growth occurred in Norway, Canada, Korea, Germany and Hong Kong, offset by decreases in the United States, the Netherlands, Japan, Finland and the United Kingdom (UK). India and Italy commenced sponsorship fundraising in 2014.

Grants income grew by €48 million to €232 million in the year, with major increases in the United States, UK, Canada, Colombia, Germany and France. Growth was impacted by Typhoon Haiyan funds. Other major donations included a USAID award for a health programme in Uganda that commenced in 2013, Water and Sanitation and Education grants from the UK DFID and Global Fund malaria and sanitation fund programmes.

Gifts in kind totalled €30 million in 2014, compared with €36 million in 2013 and are mainly attributable to food distributions and medicines.

Other sources of income amounting to €106 million were, in total, €15 million higher than in 2013. These include other contributions, including disaster and other appeals which increased by €14 million to €97 million for the year. Investment income increased by €1 million to €3 million, due to gains on the sale of investments, whilst trading income of €5 million was the same as 2013.

### 9c Expenditure

Total Plan Worldwide expenditure, before foreign exchange gains and losses, increased by €4 million compared to 2013, to €700 million. Total programme expenditure was €536 million, which was an increase of €9 million over 2013. This represents all costs directly related to delivering programmes, including field staff and associated office and equipment spend, the cost of facilitating communications between sponsored children and sponsors and activities to raise awareness of development issues.

In 2014 the regional profile of expenditure excluding foreign exchange gains and losses, remains broadly the same as in 2013, with the exception that responding to Typhoon Haiyan has increased the proportion of funding for Asia. As in 2013, Africa accounts for the largest share of total programme and non-programme expenditure, representing 35% in 2014, compared to 36% in 2013. Expenditure in Asia, including NOs based in the region, represents 22% of total expenditure in 2014 compared to 20% in 2013. Central and South America accounted for 14% of total expenditure excluding net gains on foreign exchange in 2014 and 15% in 2013. As in 2013, the remaining 29% of expenditure was incurred in Europe and North America.

Programme expenditure represents 77% of total expenditure, excluding foreign exchange gains and losses, the same proportion as in 2013. Fundraising, trading expenditure and other operating costs represent 23%. Programme expenditure is categorised into the distinct areas in which Plan works in accordance with Plan's programme framework. In 2014, management revised the categorisation of National Organisation costs associated with Child Sponsorship to reflect the separate development education, fundraising and administrative aspects and restated 2013 expenditure categories on the same basis.

Expenditure on Early childhood care and development accounted for €98 million or 18% of programme expenditure in 2014. This programme area covers support to primary health care programmes, pre school infrastructure and the Count Every Child campaign as well as malaria prevention work and food security outside disaster programmes. As in 2013, it is Plan's largest programme area, but 2014 expenditure represents a 14% decrease compared to 2013, primarily due to the large growth in the previous year in Guinea, Liberia and Sierra Leone and to a year on year reduction in the scale of early childhood care and development programmes in Central and South America.

Expenditure relating to disaster risk management was the second largest spending programme area in 2014, impacted by the Typhoon Haiyan response and to the largest ever number of responses by Plan to acute emergencies. Disaster risk management includes costs related to disaster risk reduction and relief activities ranging from food and medicine distribution to child psychosocial support and protection. These programmes accounted for €91 million or 17% of total programme expenditure, a 30% increase on 2013. Apart from the Philippines response, there was significant spending on disasters and food security in Zimbabwe, South Sudan and Malawi.

Education accounted for €83 million or 15% of programme expenditure in 2014, 5% lower than 2013 when girls' education programmes expanded, alongside Plan's global Because I am a Girl campaign. Education, and particularly girls' education, is Plan's third largest programme area. Countries with lower expenditure include Haiti, Ethiopia, Burkina Faso and Ghana.

Expenditure on sexual and reproductive health covers costs related to family planning, HIV/AIDS and sex education. This expenditure represents €21 million, or 4%, of total programme expenditure. It is over €5 million or 31% higher than 2013. Most of this increase is attributable to investment in programmes located in Uganda, Benin and El Salvador, which offset a €3 million reduction due to UKNO (Interact) grant programmes ceasing in 2013.

Water and sanitation programmes of €42 million represent 8% of programme expenditure, a 7% decrease, compared to 2013. The largest reductions in expenditure were in Pakistan, Ethiopia, Kenya and Bolivia due to the timing of grants.

Economic security which covers costs relating to youth employment, family livelihoods and savings schemes and some food distribution, increased by 23% over 2013 and represents €51 million or 10% of programme expenditure. Bangladesh, Indonesia and Cambodia expenditure in this programme area doubled in comparison to last year.

Programmes to protect children from exploitation, neglect, abuse and violence represent €39 million or 7% of total programme costs. These costs increased by 3% or €1 million compared to 2013. Expenditure in this programme area covers training of children in human rights as well as capacity building at local and national level and increases were most notable in Colombia, Zimbabwe and Uganda.



Spending on participation programmes amounted to €65 million or 12% of programme expenditure. Participation programmes include development education work through child media, life skills training and the Because I am a Girl campaign, which aims to fight gender inequality and promote girls' rights. Expenditure on this programme area decreased by 5% compared to 2013, which included the global launch of the Because I am a Girl campaign in October 2012. There were major reductions in programme expenditure in Mali, Ecuador and Kenya.

Sponsorship communications and development education costs are those associated with communications between sponsors and sponsored children and the cost of activities to raise awareness of development issues and advocate for policy changes and aid. Together these represent €45 million or 8% of programme expenditure and represent a €1 million or 2% reduction over 2013, due to a reduction in development education expenditure by the NOs.

Fundraising costs of €101 million, decreased by 9% or €9 million compared to the previous year. Investments from fund balances decreased by €3 million, resource mobilisation activities at the field level reduced by €2 million and other NO fundraising costs decreased by €4 million.

Other operating costs of €59 million represent an increase of €5 million over the previous year. This includes increased reserve fund investment for year two of the business operating model reform programme, reaching €1.5 million in FY14. Trading activities including online shops and a film production entity was marginally lower than FY13, but still represents €5 million or 1% of income and expenditure for both years.

Losses on foreign exchange of €8 million in 2014 following on from losses of €7 million in 2013 represent the revaluation of non-Euro balances and primarily reflect the movements of the Euro relative to the USD in each year.

#### **9d Fund balances**

Fund balances, including non-cash balances at 30 June 2014 were €290 million, €10 million higher than at 30 June 2013. At 30 June 2014, fund balances included €9 million undistributed malaria bed nets, held in inventory, which will be distributed in 2015. The increase in fund balances is represented by an €8 million increase in inventory, a €3 million increase in fixed assets and a €2 million decrease in cash and other net assets.

Of the €290 million fund balances at 30 June 2014, €45 million is represented by property, plant, equipment and intangibles and €16 million is permanently restricted. The remaining €229 million fund balances globally is represented by €146 million of donations designated for specific projects by donors, (including the €11 million inventory), €13 million funds received from sponsors in advance and €70 million unrestricted fund balances, held across PI Inc and the NOs.

Fund balances held in the NOs account for €136 million of total fund balances, whilst PI Inc holds the balance of €154 million. PI Inc fund balances are in line with the policy set by the International Board (explained in note 1f to the combined financial statements), which takes into account the average fund balances over a year and consequently the differences in the timing of cash inflows and outflows.

## **10. Statement of directors' responsibilities in relation to the combined financial statements**

The directors of PI Inc are responsible for the preparation of this annual report and the combined financial statements in respect of Plan.

The directors have chosen to prepare combined financial statements for each financial year in accordance with the basis of preparation as set out in note 1 of the combined financial statements. They are responsible for ensuring that the combined financial statements present fairly, in all material respects, the combined financial position of Plan and also its combined results of operations, combined comprehensive income, combined cash flows and combined changes in fund balances.

In preparing the combined financial statements, the directors are required to select suitable accounting policies and then apply them consistently; make judgements and estimates that are reasonable and prudent; state that the combined financial statements comply with the basis of preparation set out in note 1 of the combined financial statements; and prepare the combined financial statements on a going concern basis, unless it is inappropriate to presume that PI Inc and the NOs will continue in business. The directors of PI Inc confirm that they have complied with the above requirements in preparing the combined financial statements.

The directors of PI Inc, together with the directors of the NOs, are responsible for keeping proper accounting records that are sufficient to show and explain Plan's transactions and disclose with reasonable accuracy at any time the combined financial position of Plan, and enable the directors of PI Inc to prepare combined financial statements that comply with the basis of preparation set out in note 1 of the combined financial statements. They are also responsible for safeguarding Plan's assets and hence for taking reasonable steps for the prevention and detection of fraud and other irregularities.

The directors of Plan Ltd are responsible for the maintenance and integrity of Plan's website, **[www.plan-international.org](http://www.plan-international.org)** on behalf of PI Inc. Information published on the internet is accessible in many countries with different legal requirements relating to the preparation and dissemination of financial statements.

The directors of PI Inc confirm that, in the case of each director in office at the date the directors' report is approved, so far as the director is aware there is no relevant audit information of which the company's auditors are unaware; and he/she has taken all the steps that he/she ought to have taken as a director in order to make himself/herself aware of any relevant audit information and to establish that the company's auditors are aware of that information

**Approved by the International Board and signed on its behalf by**



**Joshua Liswood**  
**Chair**  
**17 December 2014**

# Independent auditors' report on special purpose combined financial statements

## To the Board of Directors of Plan International, Inc.

We have audited the accompanying combined financial statements of Plan International Worldwide which comprise the combined statement of financial position of the entities set out in Note 1 of the combined financial statements as at 30 June 2014, the combined income statement, the combined statement of comprehensive income and expenditure, the combined statement of cash flows and the combined statement of changes in fund balances for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

## Directors' responsibilities for the special purpose combined financial statements

The directors are responsible for the preparation and fair presentation of these combined financial statements in accordance with the basis of preparation set out in Note 1 of the combined financial statements, for determining that the basis of preparation is acceptable in the circumstances and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of combined financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

## Auditors' responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these combined financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those Standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether these combined financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the combined financial statements. The procedures selected depend on the auditors' judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the combined financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditors consider internal control relevant to Plan International Worldwide's preparation and fair presentation of the combined financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of Plan International Worldwide's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by the directors, as well as evaluating the overall presentation of the combined financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

## Opinion

In our opinion, the combined financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the entities set out in Note 1 of the combined financial statements as at 30 June 2014, and the combined results of its operations and combined cash flows for the year then ended in accordance with the basis of preparation set out in Note 1 to the combined financial statements.

## Emphasis of matter – basis of preparation

Without modifying our opinion, we draw attention to the fact that, as described in note 1 to the combined financial statements, the entities included in the combined financial statements have not operated as a single entity during the year. These combined financial statements are, therefore, not necessarily indicative of results that would have occurred if the businesses had operated as a single entity during the year presented or of future results of the combined entity.

## Other matter

This report, including the opinion, has been prepared for and only for the Directors of Plan International, Inc. in order to enable Plan International, Inc. directors to discharge their fiduciary duties in accordance with our engagement letter dated 21 March 2014 and for no other purpose. We do not, in giving this opinion, accept or assume responsibility for any other purpose or to any other person to whom this report is shown or into whose hands it may come including without limitation under any contractual obligations of Plan International Worldwide, save where expressly agreed by our prior consent in writing.



**PricewaterhouseCoopers LLP**  
Chartered Accountants  
London  
United Kingdom  
**18 December 2014**

# Combined income statement

for the year ended 30 June

	Note	2014 €000	2013 Restated €000
<b>Income</b>			
Child sponsorship income	2a	<b>354,262</b>	368,613
Grants	2a	<b>231,665</b>	184,347
Gifts in kind	2a	<b>30,462</b>	35,554
Other contributions	2a	<b>97,301</b>	83,071
Investment income	2a	<b>3,083</b>	1,794
Trading income	2a	<b>4,905</b>	5,394
<b>Total income</b>	2a,b	<b>721,678</b>	678,773
<b>Expenditure</b>			
Programme expenditure	3a	<b>535,950</b>	527,214
Fundraising costs	3a	<b>100,476</b>	110,113
Other operating costs	3a	<b>59,256</b>	54,409
Trading expenditure	3a	<b>4,647</b>	5,004
<b>Total expenditure before foreign exchange</b>		<b>700,329</b>	696,740
Net losses on foreign exchange	3a	<b>8,171</b>	6,545
<b>Total expenditure</b>	3a,b,c	<b>708,500</b>	703,285
<b>Excess/(deficit) of income over expenditure</b>		<b>13,178</b>	(24,512)

# Combined statement of comprehensive income and expenditure

for the year ended 30 June

	Note	2014 €000	2013 Restated €000
<b>Excess/(deficit) of income over expenditure</b>		<b>13,178</b>	(24,512)
<b>Other comprehensive income and expenditure</b>			
<b>Items that will not be reclassified to the excess/(deficit) of income over expenditure:</b>			
Remeasurements of post employment benefit obligations	11b	102	(432)
<b>Items that may be reclassified to the excess/(deficit) of income over expenditure:</b>			
Change in value of investments available for sale		<b>(164)</b>	497
Currency translation adjustment		<b>(3,909)</b>	(7,812)
		<b>(4,073)</b>	(7,315)
<b>Total comprehensive income and expenditure</b>	6	<b>9,207</b>	(32,259)

There is no corporation taxation arising on the items set out above as explained in note 1q to these financial statements. The notes on pages 15 to 43 form part of these financial statements.

The restatement of the combined income statement and the combined statement of comprehensive income and expenditure for 2013, reflects the implementation of IAS 19 (Revised) Employee benefits. This results in a charge for remeasurements of post employment benefit obligations of €432k being reported through the combined statement of comprehensive income and expenditure, rather than being included in other operating costs in the combined income statement as explained in note 11b.

## Combined statement of financial position

at 30 June

	Note	2014 €000	2013 €000
<b>Current assets</b>			
Cash and cash equivalents	7b,e	242,641	247,550
Investments available for sale	7b,e	17,606	17,303
Investments held to maturity	7b,e	3,016	141
Receivables and advances	7h	26,283	29,507
Prepaid expenses		11,250	10,011
Inventory	8	10,829	2,809
		<b>311,625</b>	307,321
<b>Non-current assets</b>			
Investments available for sale	7b,e	5,948	7,157
Investments held to maturity	7b,e	1,461	30
Other financial assets – interests in trusts	7f	942	936
Property, plant and equipment	9	30,011	27,559
Intangible assets	9	15,271	14,908
Other receivables	7h	2,272	932
		<b>55,905</b>	51,522
<b>Total assets</b>		<b>367,530</b>	358,843
<b>Current liabilities</b>			
Bank overdrafts	7c	1,894	345
Accounts payable	7g	14,246	17,860
Accrued expenses	7g	31,915	34,535
Accrued post employment benefits	10	22,300	20,774
		<b>70,355</b>	73,514
<b>Non-current liabilities</b>			
Bank loan	7c	1,814	-
Deferred income		1,875	-
Pension obligations	11	1,400	1,464
Provisions for other liabilities and charges	12	2,531	3,517
		<b>7,620</b>	4,981
<b>Total liabilities</b>		<b>77,975</b>	78,495
<b>Fund balances</b>			
Unrestricted fund balances	6	115,182	144,771
Temporarily restricted fund balances	6	158,478	119,841
Permanently restricted fund balances	6	15,895	15,736
	6	<b>289,555</b>	280,348
<b>Total liabilities and fund balances</b>		<b>367,530</b>	358,843

Accrued post employment benefits of €20,386k (€20,271k) reported as non-current liabilities in 2013 (2012) have been reclassified as current liabilities, since Plan does not have an unconditional entitlement to defer settlement beyond 12 months. Overall there was no impact on net assets.

The notes on pages 15 to 43 form part of these financial statements.

The financial statements on pages 11 to 43 have been approved by the Board of Directors of Plan International, Inc. and were signed on behalf of the Board on 17 December 2014.



**Joshua Liswood**  
Chair



**Günter Haag**  
Director

## Combined statement of cash flows

for the year ended 30 June

	Note	2014 €000	2013 Restated €000
<b>Cash flows from operating activities</b>			
Excess/(deficit) of income over expenditure		13,178	(24,512)
Depreciation and amortisation	9	12,276	9,972
Loss/(gain) on sale of property, plant and equipment		455	(64)
Investment income	2a	(3,083)	(1,794)
Decrease/(increase) in receivables		607	(863)
(Increase) in inventory		(8,047)	(163)
(Decrease)/increase in payables		(1,031)	10,559
Effects of exchange rate changes		(5,655)	6,410
<b>Net cash inflow/(outflow) from operating activities</b>		<b>8,700</b>	(455)
<b>Cash flows from investing activities</b>			
Investment income received		3,081	1,661
Proceeds from sale of investments available for sale		15,162	6,558
Purchase of investments available for sale		(12,939)	(9,788)
Proceeds from settlement of investments held to maturity		109	1,545
Purchase of investments held to maturity		(2,328)	(101)
Proceeds from sale of property, plant and equipment		494	412
Purchase of property, plant and equipment	9	(9,991)	(13,307)
Purchase of intangible assets	9	(4,365)	(7,088)
<b>Net cash (outflow) from investing activities</b>		<b>(10,777)</b>	(20,108)
<b>Cash flows from financing</b>			
Proceeds from borrowings		1,814	-
<b>Net cash inflow from financing activities</b>		<b>1,814</b>	-
<b>Increase/(decrease) in cash and cash equivalents</b>			
Effect of exchange rate changes		(6,195)	(12,057)
<b>Net (decrease) in cash and cash equivalents</b>		<b>(6,458)</b>	(32,620)
<b>Cash and cash equivalents at beginning of year</b>		<b>247,205</b>	279,825
<b>Cash and cash equivalents at end of year</b>		<b>240,747</b>	247,205
Cash and cash equivalents at end of year comprise:			
Cash and cash equivalents		242,641	247,550
Bank overdrafts		(1,894)	(345)
		<b>240,747</b>	247,205

The restatement of the 2013 cash flow reflects the implementation of IAS 19 (Revised) employee benefits, which results in a charge for remeasurements of post employment benefit obligations of €432k being reported through the combined income statement, rather than being included in the deficit of income over expenditure for that year as explained in note 11b.

## Combined statement of changes in fund balances

	Unrestricted €000	Temporarily restricted €000	Permanently restricted €000	Total €000
<b>Fund balances at 1 July 2012</b>	<b>169,260</b>	<b>128,582</b>	<b>14,765</b>	<b>312,607</b>
(Deficit)/Excess of income over expenditure	(21,077)	(5,748)	2,313	<b>(24,512)</b>
Unrealised gains on investments available for sale	497	-	-	<b>497</b>
Remeasurements of post employment benefit obligations	(432)	-	-	<b>(432)</b>
Exchange rate movements	(3,477)	(2,993)	(1,342)	<b>(7,812)</b>
<b>Total deficit / (excess) of comprehensive income over expenditure</b>	<b>(24,489)</b>	<b>(8,741)</b>	<b>971</b>	<b>(32,259)</b>
<b>Fund balances at 1 July 2013</b>	<b>144,771</b>	<b>119,841</b>	<b>15,736</b>	<b>280,348</b>
(Deficit)/Excess of income over expenditure	(28,069)	40,385	862	<b>13,178</b>
Unrealised losses on investments available for sale	(164)	-	-	<b>(164)</b>
Remeasurements of post employment benefit obligations	102	-	-	<b>102</b>
Exchange rate movements	(1,458)	(1,748)	(703)	<b>(3,909)</b>
<b>Total (deficit) / excess of comprehensive income over expenditure</b>	<b>(29,589)</b>	<b>38,637</b>	<b>159</b>	<b>9,207</b>
<b>Fund balances at 30 June 2013</b>	<b>115,182</b>	<b>158,478</b>	<b>15,895</b>	<b>289,555</b>

The notes on pages 15 to 43 form part of these financial statements.

## Notes to combined financial statements

### 1. Principal accounting policies

#### a. Presentation and functional currency

The directors of PI Inc have concluded that the functional currency of PI Inc is the Euro on the basis that this is the predominant currency affecting PI Inc's operations worldwide. In addition, they have decided to present these combined financial statements in Euros. The functional currency of the NOs and Plan Ltd is their local currency, as this is the predominant currency that affects their operations.

#### b. Basis of accounting

The combined financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards and IFRIC Interpretations and under the historical cost convention as modified by the revaluation of certain financial instruments in accordance with IAS 39, Financial Instruments: Recognition and Measurement with two exceptions. These are that these financial statements have been prepared on a combined basis and that as explained in note 1c, the fund balances of entities combined for the first time are included in the combined financial statements.

The basis of accounting and the accounting policies adopted by Plan in preparing these combined financial statements are consistent with those applied in the year ended 30 June 2013, except that IAS 19 (Revised), Employee benefits has been adopted in 2014 and has had an impact and consequently the 2013 comparatives have been restated and the following standards have been adopted, but have no impact:

- Amendments to IAS 32 Financial instruments: Presentation, offsetting financial assets and financial liabilities
- IFRS 10, Consolidated Financial Statements
- IFRS 11, Joint Arrangements
- IFRS 12, Disclosure of Interests in Other Entities
- Amendments to IFRS 10, 11 and 12, Transition guidance
- Amendments to IFRS 10, 12 and IAS 27, Exception from consolidation for "investment entities"
- IFRS 13, Fair Value Measurement
- IFRIC 21, Levies
- IAS 27 Revised, Separate financial statements
- IAS 28 Revised, Associates and joint ventures
- Amendments to IAS 36, Recoverable amount disclosures for non-financial assets
- Amendments to IAS 39, Financial instruments; Recognition and measurement, novation of derivatives and continuation of hedge accounting

The following Standards and amendments to existing standards will be adopted in Plan's combined financial statements for the year ending 30 June 2015 or later years. The impact is being assessed.

- IFRS 9, Financial Instruments
- Additions to IFRS 9 for financial liability accounting
- Amendments to IFRS 9 on general hedge accounting
- IFRS 15, Revenue from contracts with customers
- Amendments to IFRS 7, Financial instruments: Disclosures
- Amendments to IFRS 10, Consolidated financial statements and IAS 28, Investments in associates and joint ventures, on sale or contribution of net assets
- Amendments to IFRS 11, Joint arrangements on acquisition of an interest in a joint operation
- Amendments to IAS 16, Property, plant and equipment and IAS 38, Intangible assets, on depreciation and amortisation
- Amendments to IAS 19, Employee benefits on defined benefit plans
- Amendments to IAS 27, Separate financial statements on equity accounting
- Annual improvements 2012 and 2013

#### c. Basis of combined financial statements

The financial statements of Plan are a combination of the consolidated accounts of the 20 Member NOs and the consolidated accounts of Plan International, Inc. (PI Inc), which include Plan Italy. The businesses included in the combined financial statements have not operated as a single entity. There is no legal requirement to prepare these combined financial statements as PI Inc and the NOs are separate legal entities. However, the combined financial statements are prepared voluntarily in order to present the combined financial position, results and cash flows of Plan.

New entities have their consolidated assets and liabilities combined into Plan from the date they become a Member NO or from the date that they start the process of becoming a Member, unless they are already part of Plan. There is typically no consideration paid by Plan and entities' financial results and assets and liabilities are combined into these financial statements on becoming Members. Bringing their consolidated assets and liabilities into the combined financial statements results in an amount also recognised in fund balances. This accounting policy is applied consistently to all such transactions.

PI Inc is controlled by its Members, but no one Member NO has the direct or indirect ability to exercise sole control through ownership, contract or otherwise. The NOs are independent entities which control their own subsidiaries. As set out in the Directors' report, each NO has objectives, purposes and constitutions compatible with those of PI Inc. PI Inc has a wholly owned central services subsidiary in the United Kingdom (Plan Limited). In programme countries, PI Inc operates through branches, except in Brazil where it has established a separately incorporated association (Plan International Brazil). All transactions and balances between entities included in the combined financial statements are eliminated.

#### d. Accounting for income

- i)** Child sponsorship contributions represent 49% of Plan's income in 2014 and 54% in 2013. In general, these contributions are paid by sponsors on either a monthly or annual basis. They are accounted for as income when received, including any contributions received in advance. Amounts received in advance are presented within temporarily restricted funds on the combined statement of financial position.
- ii)** Certain contributions receivable by Plan, including the majority of the grants from Government bodies and other NGOs, are designated for specific purposes by the donors. These contributions are recognised when the relevant donor-stipulated requirements have been met and Plan is entitled to receive the income. Any such contributions which have been recognised in income but remain unspent at the year end are presented within temporarily restricted funds on the combined statement of financial position. Income is deferred if cash is transferred to Plan by the donor prior to the requirements which entitle Plan to the income being met.
- iii)** Plan receives contributions from various other sources, including legacies and trusts in which it is named as a beneficiary (but over which it has neither control nor significant influence). These contributions are recognised when Plan has an irrevocable entitlement to receive future economic benefits and the amounts are capable of reliable measurement.
- iv)** Gifts in kind are recognised at fair value when received using the cost of the equivalent goods or services in the country of the ultimate beneficiary, the price of the nearest equivalent goods in terms of quantity, quality, age, condition and branding or wholesale prices, taking into account normal commercial discounts and volume rebates. Valuations provided by institutional donors are used for food and food distributions.
- v)** Trading income is recognised at point of sale.
- vi)** Investment income represents both PI Inc's and the NOs' interest and dividend income, all of which is recognised when Plan becomes entitled to the income, as well as realised gains and losses on the sale of investments. Interest income on debt securities is measured using the effective interest method.
- vii)** Plan benefits from the assistance provided by a large number of volunteers both in NOs and PI Inc. It is not practicable to quantify the benefit attributable to this work, which is therefore excluded from the combined income statement.

#### e. Accounting for expenditure

Expenditure is recognised in accordance with the accruals concept. Programme expenditure which does not involve the receipt of goods or services by Plan, including payments to the communities and other NGOs with which Plan works, is recognised either when the cash is paid across to a third party or, if earlier, when an irrevocable commitment is made to pay out funds to a third party.

#### f. Accounting for fund balances

Fund balances are identified in three categories:

- i)** Unrestricted funds are those that are available to be spent on any of Plan's activities.

Accounting fund balances arise from the accounting treatment for certain assets and liabilities, specifically the net investment of funds in property, plant and equipment and intangible assets and the unrealised gains/ (losses) on investments available for sale.

A prefinancing fund is held by PI Inc for liquidity purposes, equivalent to one month's average expenditure of designated funds (excluding Gifts in Kind).

Funds which are available for future expenditure include:

- the operating fund balances of the NOs
- the child sponsorship and unrestricted funding working capital fund balance in PI Inc, which is held for liquidity purposes and is equivalent to the higher of one month's average expenditure of child sponsorship and unrestricted funding and funds received by PI Inc from NOs awaiting designation
- the contingency fund in PI Inc which is also equivalent to one month's average expenditure of child sponsorship and unrestricted funding
- free fund balances, meaning funds in excess of the total fund balance target level which comprises the sum of the specific fund balances. Free fund balances at 30 June 2013, included an investment fund for fundraising, programme development and organisational change of €6 million which was fully utilised in 2014.

PI Inc has a contingency fund so that in the event of certain operational and financial risks crystallising, Plan would be able to:

- complete programme work that is already underway
- safeguard staff and secure assets in the event of civil disorder or war
- adjust spending plans in a controlled manner
- restructure field and central operations.

- ii)** Temporarily restricted funds comprise:

- advance payments by sponsors
- unspent funds that have been restricted to specific purposes by donors
- unspent funds held by PI Inc that have been restricted to specific purposes by the NOs, including funds originally received by the NO as unrestricted
- contributions receivable at the year end, including amounts receivable from legacies and trusts, but excluding any such amounts which are designated as permanently restricted.

- iii)** Permanently restricted funds are those that will not become unrestricted. They include endowment funds restricted by donors and statutory funds that are required in accordance with the statutes of the countries in which some NOs operate.

The PI Inc fund balances specified above are defined by the PI Inc reserves policy.

#### g. Operating leases

Operating leases, being those leases which do not transfer substantially all the risks and rewards of ownership of the related asset, are included in expenditure on a straight-line basis over the lease term. Lease incentives are recognised on a straight line basis over the life of the lease.

#### h. Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents comprise cash on hand and deposits held with banks which have a maturity date of less than 3 months from the date the deposit was made. They are carried in the combined statement of financial position at cost. For the purposes of the combined statement of cash flows, cash and cash equivalents are stated net of bank overdrafts.

#### i. Investments

Investments that Plan has the intent and ability to hold to maturity are classified as held to maturity and are included in either current or non-current assets as appropriate. All other investments held by Plan are designated as available for sale and are included in current assets unless it is anticipated that they will not be sold within twelve months of the balance sheet date.

Investments available for sale are carried at fair value, whilst investments held to maturity are carried at amortised cost. Realised gains and losses arising from changes in the fair value of assets available for sale are included in the combined income statement in the period in which they are realised. Unrealised gains and losses are recorded in a separate category of fund balances and the amounts arising in the year are recorded in the combined statement of comprehensive income and expenditure.

Plan assesses at each balance sheet date whether there is objective evidence that a financial asset is impaired. In the case of equity securities classified as available for sale, a significant or prolonged decline in the fair value of the security below its cost is considered an indicator that the securities are impaired. In such cases the cumulative loss is removed from fund balances and recognised in the combined income statement.

#### j. Other financial assets – interests in trusts

Plan is a beneficiary of certain trusts administered and managed by third parties. Plan's interests in these trusts are recorded at fair value and classified as current or non-current assets as appropriate.

#### k. Property, plant and equipment and intangible assets

Property, plant and equipment and intangible assets are stated at cost less accumulated depreciation and amortisation and impairment losses. Intangible assets represent software held for internal use, which is either purchased, donated or developed internally. Costs relating to software developed internally are capitalised when the qualifying project reaches the development stage as defined in IAS 38, Intangible Assets. The cost of assets received as gifts in kind is determined as set out in note 1d. Depreciation and amortisation are provided under the straight-line method over the following estimated useful lives of the assets:

Buildings	5 - 50 years
Equipment	3 - 10 years
Intangible assets-purchased software	Lower of 5 years or the period of the licence
Other intangibles	3 - 5 years

Land is not depreciated. Gains or losses on disposals in the year are included in the combined income statement.

Property, plant and equipment and intangible assets are subject to review for impairment either where there is an indication of a reduction in their recoverable amount or, in the case of intangible assets not yet available for use, on an annual basis. Any impairment is recognised in the combined income statement in the year in which it occurs.

#### l. Inventory

Inventory is held at the lower of cost and net realisable value, with obsolete stock written off. Inventory comprises both humanitarian supplies and inventory held for trading activities. Cost comprises the cost of purchase and is determined using the first-in, first-out method for both humanitarian supplies and trading inventory. The net realisable value of inventory held for humanitarian supplies is based on the service potential of the inventory. The net realisable value of inventory held for trading activities is the estimated selling price in the ordinary course of business less applicable variable selling expenses. Stock that is damaged or obsolete is written off as an expense. Humanitarian supplies are recognised in programme expenditure when distributed to beneficiaries. Inventory held for trading is recognised as trading expenditure when the goods are sold.

#### m. Current liabilities – post employment benefits and pension obligations

The amount accrued for post employment benefits represents Plan's estimated obligation to employees who have an unconditional legal entitlement to termination benefits or to a payment on resignation either under local statute or their employment contract. The amount accrued is calculated separately for each country in which Plan operates applying the relevant local conditions, the salaries and length of service of individual employees and, where relevant, the probability of departure under each circumstance. Termination payments or statutory payments on resignation and the change in the net liability are charged to expenditure in the year.

The accrual has been reclassified from non-current liabilities to current liabilities in 2014 and the prior year comparative has also been reclassified. The amounts were previously classified as non-current liabilities because Plan does not expect to make these payments in the next twelve months, but have been reclassified as current liabilities as they would be payable when an employee leaves and Plan would not have the right to defer payment.

A number of Plan entities maintain defined contribution pension plans or pay contributions to government schemes through social security payments. The amounts charged in the combined income statement in respect of such plans or social security contributions comprise the contributions payable by Plan in respect of the year.

#### n. Non-current liabilities – pension obligations

Plan Netherlands and Plan Norway maintain defined benefit pension plans. The amount recognised in respect of these pension plans represents the present value of the defined benefit obligations less the fair value of the plan assets. Pension obligations (and costs) are measured using the projected unit credit method. The amount charged in the combined income statement in respect of these plans comprises the current service cost, interest on the net defined liability to the scheme and administration charges payable by Plan Netherlands and Plan Norway in respect of the year. Changes in the defined benefit obligations due to remeasurements are charged to the combined statement of comprehensive income and expenditure.

#### o. Foreign exchange accounting

Transactions in foreign currencies are recorded at the rate of exchange ruling on the date of the transaction or at average contracted rates. Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are translated at the year end exchange rates. Exchange differences arising are included in the combined income statement. The income and expenditure of NOs and Plan Ltd are translated at weighted average monthly exchange rates. The assets and liabilities of these entities are translated into Euros at year end exchange rates. The translation differences arising are included in the combined statement of comprehensive income.

#### p. Hedging transactions

PI Inc enters into forward foreign exchange contracts during each financial year to hedge certain of its exposures to exchange rate movements on forecasted expenditure in currencies other than the Euro and Sterling. Unrealised gains or losses on forward foreign exchange contracts are recognised in income and expenditure, as PI Inc does not apply hedge accounting. There were no open hedges at either 30 June 2014 or 2013.

#### q. Taxation

As a registered Not for Profit Corporation, PI Inc has no liability for corporation taxation. PI Inc's subsidiary Plan Ltd is liable to UK taxation but donates all taxable profits to Plan International (UK) under a deed of covenant. The independent NOs are exempt from corporation taxation.

#### r. Accounting estimates and judgements

The preparation of the combined financial statements requires the use of estimates and judgements in determining the reported amounts of assets, liabilities, income and expenditure and the related disclosures. These estimates and judgements are based on assumptions that are considered reasonable in the circumstances, having regard to historical experience. Actual results may differ from these estimates. Certain accounting policies have been identified as involving particularly complex or subjective judgements or estimates, as follows:

- i) Income recognition - income is recognised when unconditional entitlement has been demonstrated. In some situations, for example in relation to contributions designated for specific purposes by the donor, judgement is involved in assessing when Plan becomes unconditionally entitled to receive the income.
- ii) Expenditure allocation - expenditure is analysed between certain programme groupings (called programme areas), as set out in note 3 to the combined financial statements. Judgement is sometimes needed in allocating expenditure, for example where a project covers more than one programme area.
- iii) Post employment benefits – in many of the countries in which Plan operates, employees have an unconditional legal entitlement to payments when their employment with Plan ceases, either under local statute or their employment contract, regardless of the reason for leaving. Estimation is required in quantifying the obligation arising from these entitlements, which are included in the accrual for post employment benefits

## 2. Income

### a. Income by source

	2014	2013
	€000	€000
<b>Child sponsorship income</b>	<b>354,262</b>	368,613
<b>Grants</b>	<b>231,665</b>	184,347
<b>Gifts in kind</b>	<b>30,462</b>	35,554
Bequests	<b>7,418</b>	4,999
Project sponsorship and appeals	<b>89,883</b>	78,072
<b>Other contributions</b>	<b>97,301</b>	83,071
Interest and dividend income	<b>1,630</b>	1,731
Gain on sale of investments	<b>1,453</b>	63
<b>Investment income</b>	<b>3,083</b>	1,794
<b>Trading income</b>	<b>4,905</b>	5,394
<b>Total income</b>	<b>721,678</b>	678,773

### b. Income by location

	2014	2013
	€000	€000
Belgium	<b>13,632</b>	12,754
Denmark	<b>7,173</b>	6,105
Finland	<b>16,766</b>	16,330
France	<b>14,174</b>	12,344
Germany	<b>131,181</b>	117,527
Ireland	<b>12,240</b>	9,008
Italy	<b>472</b>	600
Netherlands	<b>48,937</b>	47,911
Norway	<b>53,021</b>	53,324
Spain	<b>12,425</b>	12,592
Sweden	<b>35,035</b>	35,224
Switzerland	<b>3,449</b>	4,258
United Kingdom	<b>75,652</b>	65,184
<b>Europe</b>	<b>424,157</b>	393,161
Canada	<b>117,334</b>	130,538
Colombia	<b>13,285</b>	8,987
United States	<b>73,735</b>	58,774
<b>Americas</b>	<b>204,354</b>	198,299
Australia	<b>41,621</b>	41,220
Hong Kong	<b>5,147</b>	4,294
India	<b>5,566</b>	3,465
Japan	<b>23,921</b>	26,662
Korea	<b>10,180</b>	8,826
<b>Asia</b>	<b>86,435</b>	84,467
Other	<b>7,953</b>	5,549
Intragroup elimination	<b>(6,126)</b>	(8,097)
	<b>716,773</b>	673,379
<b>Trading income</b>	<b>4,905</b>	5,394
<b>Total income</b>	<b>721,678</b>	678,773

### 3. Expenditure

#### a. Expenditure by programme area

	National Organisations	Field	International Headquarters	Intra-group & exchange	Total 2014
	€000	€000	€000	€000	€000
Early childhood care and development	4,045	90,961	3,108	-	98,114
Sexual and reproductive health	5,532	15,198	519	-	21,249
Education	7,604	72,666	2,483	-	82,753
Water and Sanitation	3,774	37,384	1,277	-	42,435
Economic security	5,809	43,772	1,495	-	51,076
Protection	6,321	31,474	1,256	-	39,051
Participate as citizens	8,325	52,801	4,314	-	65,440
Disaster risk management	4,761	82,129	4,324	-	91,214
Development education	5,717	-	-	-	5,717
Sponsorship communications	-	35,940	2,961	-	38,901
<b>Programme expenditure</b>	<b>51,888</b>	<b>462,325</b>	<b>21,737</b>	<b>-</b>	<b>535,950</b>
<b>Fundraising costs</b>	<b>95,420</b>	<b>4,511</b>	<b>3,103</b>	<b>(2,558)</b>	<b>100,476</b>
<b>Other operating costs</b>	<b>48,509</b>	<b>-</b>	<b>14,326</b>	<b>(3,579)</b>	<b>59,256</b>
	<b>195,817</b>	<b>466,836</b>	<b>39,166</b>	<b>(6,137)</b>	<b>695,682</b>
<b>Trading expenditure</b>	<b>4,647</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4,647</b>
<b>Total expenditure before foreign exchange</b>	<b>200,464</b>	<b>466,836</b>	<b>39,166</b>	<b>(6,137)</b>	<b>700,329</b>
<b>Net losses on foreign exchange</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8,171</b>	<b>8,171</b>
<b>Total expenditure</b>	<b>200,464</b>	<b>466,836</b>	<b>39,166</b>	<b>2,034</b>	<b>708,500</b>

	National Organisations	Field	International Headquarters	Intra-group & exchange	Total 2013
	€000	€000	€000	€000	€000
Early childhood care and development	5,257	105,857	2,517	-	113,631
Sexual and reproductive health	2,446	13,455	302	-	16,203
Education	8,890	75,864	2,801	-	87,555
Water and Sanitation	1,921	42,418	1,078	-	45,417
Economic security	2,993	37,405	1,200	-	41,598
Protection	5,635	31,152	1,192	-	37,979
Participate as citizens	7,867	56,817	4,203	-	68,887
Disaster risk management	3,290	63,390	3,403	-	70,083
Development education	7,146	-	-	-	7,146
Sponsorship	-	35,825	2,890	-	38,715
Programme expenditure	45,445	462,183	19,586	-	527,214
Fundraising costs	103,128	6,098	7,071	(6,184)	110,113
Other operating costs	44,735	-	11,541	(1,867)	54,409
	193,308	468,281	38,198	(8,051)	691,736
Trading expenditure	5,004	-	-	-	5,004
Total expenditure before foreign exchange	198,312	468,281	38,198	(8,051)	696,740
Net losses on foreign exchange	-	-	-	6,545	6,545
Total expenditure	198,312	468,281	38,198	(1,506)	703,285

In 2014, management revised the categorisation of National Organisation costs associated with Child Sponsorship to reflect the separate development education, fundraising and administrative aspects. 2013 results have been reclassified on the same basis. This has the effect of decreasing programme expenditure for 2013 by €6 million and increasing fundraising costs by the same amount, compared to the figures reported last year.

In addition, the adoption of IAS 19 (Revised) Employee benefits, results in a reduction to the operating costs originally reported in 2013, as a charge for remeasurements of post employment benefit obligations of €432k is reported through the combined statement of comprehensive income and expenditure, rather than being included in other operating costs in the combined income statement. Further details, including the charge to expenditure in each year are set out in note 11b.

Examples of the types of expenditure included within each of the above categories are:

**Early childhood care and development:** training health workers, preventative health education, childhood illness prevention, building and equipping pre school infrastructure and clinics, programmes and advocacy for Count Every Child (universal birth registration).

**Sexual and reproductive health:** sex education, family planning, HIV/AIDS and SRH programmes.

**Education:** teacher training, building and equipping classrooms, child media, advocacy for educational policy improvements (including the Learn Without Fear campaign) and other educational activities.

**Water and sanitation:** installing latrines and sewer systems, provision of affordable drinking water, hygiene promotion and health education and training.

**Economic security:** youth employment and livelihoods, farming resources, irrigation system development, microfinance, business development and vocational training and training communities in natural resource management.

**Protection from exploitation, neglect, abuse & violence:** training of children and parents, capacity building of government and civil society organisations in child protection issues, child protection and promotion of child rights.

**Participate as citizens:** Education through child media, life skills training for adolescents, Because I Am a Girl campaign, child and youth group activities, activities to increase public knowledge and understanding of poverty and vulnerability issues which prevent children from realising their full potential.

**Disaster risk management:** Disaster risk reduction training, disaster relief activities including food distribution and the provision of shelter facilities, water and sanitation and health activities and psychosocial support for children.

**Development education:** Costs of providing print and online publications, films and events to raise awareness of development issues and advocate for policy changes and aid.

**Sponsorship:** The full cycle of field activities, including central and regional management and logistical costs related to Child Sponsorship. The cycle starts with planning and then introducing communities to Plan and to Child Sponsorship, enrolling children in the scheme, monitoring the development of children within their communities, through an annual questionnaire and other visits and facilitating communications by letter or email between sponsored children and their sponsors. A sponsorship ends when the child reaches 18, or when the child leaves the scheme for another reason. Sponsorship costs also include phasing out from communities.

**Fundraising costs:** account management of institutional and corporate donors, resource mobilisation planning and marketing costs associated with attracting new individual donors.

**Other operating costs:** general management, finance, human resource and information technology costs of administrative systems and the cost of handling funds received.

**Trading expenditure:** cost of merchandise and operations associated with on-line shops and service subsidiaries of NOs.

**Net losses / (gains) on foreign exchange:** net losses and gains arising on the retranslation of monetary items denominated in currencies other than the functional currency of the relevant entity. This principally reflects changes in the value of the Euro.

Where applicable, each of the above categories includes salaries, project management, supervision and monitoring and evaluation. Each category of field expenditure also includes an appropriate allocation of general management and operational support costs.



### 3b. Expenditure by location

Expenditure in note 3b excludes net gains and losses on foreign exchange.

#### (i) National Organisations

	2014 €000	2013 Restated €000
Belgium	4,311	4,393
Denmark	3,385	3,002
Finland	6,416	5,835
France	4,162	3,807
Germany	29,552	27,663
Ireland	1,765	1,909
Italy	516	608
Netherlands	17,804	16,094
Norway	11,851	11,889
Spain	4,634	4,736
Sweden	10,636	9,605
Switzerland	1,405	1,439
United Kingdom	19,188	18,038
<b>Europe</b>	<b>115,625</b>	<b>109,018</b>
Canada	33,359	33,655
Colombia	445	967
United States	19,182	20,084
<b>Americas</b>	<b>52,986</b>	<b>54,706</b>
Australia	14,883	16,726
Hong Kong	1,967	1,795
India	1,607	1,174
Japan	6,107	7,412
Korea	2,642	2,477
<b>Asia</b>	<b>27,206</b>	<b>29,584</b>
<b>Trading expenditure</b>	<b>4,647</b>	<b>5,004</b>
<b>Total National Organisation expenditure</b>	<b>200,464</b>	<b>198,312</b>

#### (ii) Field

	2014 €000	2013 €000
Bangladesh	12,685	11,928
Cambodia	12,350	11,296
China	4,895	5,237
India	13,069	12,454
Indonesia	9,397	9,276
Laos	2,806	2,722
Myanmar	2,243	733
Nepal	7,629	7,336
Pakistan	8,306	13,188
Philippines	30,955	10,665
Sri Lanka	3,335	3,550
Thailand	3,168	3,220
Timor Leste	2,316	2,172
Vietnam	10,558	10,598
Bangkok regional office	4,331	4,033
<b>Asia</b>	<b>128,043</b>	<b>108,408</b>
Bolivia	10,376	11,946
Brazil	5,353	4,317
Colombia	22,621	20,046
Dominican Republic	3,536	4,567
Ecuador	7,865	7,990
El Salvador	9,034	10,324
Guatemala	8,256	8,541
Haiti	6,661	10,323
Honduras	5,719	5,998
Nicaragua	4,746	5,361
Paraguay	3,058	4,065
Peru	4,221	5,444
Panama regional office	4,289	4,761
<b>Central and South America</b>	<b>95,735</b>	<b>103,683</b>
Albania	-	366
Egypt	6,938	5,929
Ethiopia	8,416	15,276
Kenya	12,747	15,701
Malawi	12,638	6,082
Mozambique	2,989	3,158
Rwanda	5,201	5,962
Sudan	8,410	7,768
South Sudan	8,942	7,652
Tanzania	10,130	8,946
Uganda	23,272	14,392
Zambia	7,149	7,646
Zimbabwe	19,293	18,451
Nairobi regional office	4,980	5,937
<b>Eastern and Southern Africa</b>	<b>131,105</b>	<b>123,266</b>
Benin	10,115	9,746
Burkina Faso	15,157	15,908
Cameroon	9,892	6,432
Ghana	6,853	10,435
Guinea	5,802	11,715
Guinea Bissau	3,762	4,161
Liberia	4,199	10,943
Mali	11,619	9,769
Niger	8,898	11,290
Nigeria	786	577
Senegal	9,597	9,800
Sierra Leone	11,045	16,760
Togo	8,266	7,295
Dakar regional office	5,962	4,778
<b>West Africa</b>	<b>111,953</b>	<b>129,609</b>
Interact worldwide expenditure	-	3,315
<b>Total field expenditure</b>	<b>466,836</b>	<b>468,281</b>

### 3c. Expenditure by type

	Note	2014 €000	2013 Restated €000
Project payments to partners, community groups and suppliers		<b>219,430</b>	219,364
Employee salary costs	4	<b>190,531</b>	182,396
Other staff costs		<b>28,249</b>	30,464
Consultants and other professional costs		<b>48,003</b>	47,402
Marketing and media		<b>69,616</b>	73,483
Project travel and meetings		<b>49,056</b>	48,451
Other travel and meetings		<b>3,904</b>	4,215
Communications		<b>19,721</b>	15,373
Rent and related costs		<b>20,932</b>	20,437
Depreciation and amortisation	9	<b>12,276</b>	9,972
Supplies, vehicles and other costs		<b>38,611</b>	45,183
Net losses on foreign exchange		<b>8,171</b>	6,545
<b>Total expenditure</b>		<b>708,500</b>	703,285

In 2014, costs of workshops held for children and their communities and travel and other meetings in the field, which are part of the direct programme activities are reported as "Project travel and meetings" separately from "Other travel and meetings" costs for supervision, operations management and governance. Travel and meetings costs reported in 2013 of €53 million are reclassified in the 2013 costs above into €49 million Project and €4 million Other travel and meetings costs.

### 4. Employee information

	Average number of employees		Salary costs	
	2014 Number	2013 Number	2014 €000	2013 Restated €000
Field	<b>8,666</b>	8,529	<b>114,538</b>	108,804
National Organisations	<b>1,204</b>	1,192	<b>60,419</b>	60,226
International Headquarters	<b>222</b>	187	<b>15,574</b>	13,366
	<b>10,092</b>	9,908	<b>190,531</b>	182,396

The restatement of salary costs reported in 2013 arises due to the adoption of IAS 19 (Revised) Employee benefits, which results in a reduction to the salary costs originally reported in 2013 of €0.4 million, as remeasurements of post employment benefit obligations are reported through the combined statement of comprehensive income and expenditure, rather than being included in salary costs.

### 5. Remuneration of key management

#### a. Total key management remuneration

The average number of people designated as key management of Plan, including the 20 Member NOs and Plan Italy (2013: 20 Member NOs), for the year ended 30 June 2014 was 43 (2013: 43). This includes the members of the International Board, who do not receive any remuneration for their services to PI Inc.

The remuneration payable to other members of key management was as follows:

	2014 €000	2013 €000
Salaries	<b>3,649</b>	3,498
Other short term employee benefits	<b>1,119</b>	954
Total Salaries and short-term employee benefits	<b>4,768</b>	4,452
Post-employment benefits	<b>444</b>	368
Termination benefits	-	30
	<b>5,212</b>	4,850

The majority of key management are paid in currencies other than the euro, particularly sterling and the US dollar and therefore year on year changes in the remuneration reported includes currency movements. Other short term employee benefits include employers' social security contributions and, for staff based outside their home country, additional living allowances and benefits which relate to their overseas posting. The post-employment benefits principally comprise contributions payable to defined contribution pension schemes. There are no long-term incentive schemes for key management.

## b. International management

Remuneration of key international management is determined by PI Inc and Plan Ltd salary policies which apply pay scales in accordance with market surveys and personal performance and, where relevant, sector norms for staff based outside their home country.

The remuneration of individuals holding key international management positions during the years to 30 June 2014 or 30 June 2013 is set out below. Unless otherwise indicated, individuals held key international management positions for full years in both financial periods:

	Salaries €'000	Other Short term employee benefits €'000	<b>2014 Total salaries and short term employee benefits €'000</b>	Salaries €'000	Other Short term employee benefits €'000	2013 Total salaries and short term employee benefits €'000
Nigel Chapman	236	23	259	207	20	227
Tijpke Bergsma	179	10	189	172	10	182
Ann Firth	120	15	135	102	14	116
Tara Camm	121	15	136	96	12	108
Gary Mitchell	97	12	109	89	11	100
Mark Banbury	160	21	181	156	20	176
Pamela Innes (Oct 2013 – Jun 2014)	84	11	95	-	-	-
Harriet Dodd (Jul – Dec 2012)	-	-	-	45	10	55
Jorn Johansen (Jan – Jun 2014)	54	7	61	-	-	-
Patty O'Hayer (Jan - Oct 2013)	37	5	42	51	6	57
Adama Coulibaly	102	64	166	87	70	157
Mark Pierce	94	79	173	82	82	164
Roland Angerer	96	80	176	82	50	132
Matthew Carlson (Jan - Jun 2014)	39	39	78	-	-	-
Gezahegn Kebede(Jul 2012–Oct 2013)	31	24	55	90	38	128
	1,450	405	1,855	1,259	343	1,602
Post employment benefits			171			143
Termination benefits			-			30
			2,026			1,775

## c. National Directors

NO boards either assess and approve the remuneration of National Directors directly, or delegate part or all of the remuneration review to a Board Committee. 10 of the NOs apply a pay policy, which may be an external standard for the sector in that market. In the majority of cases the National Director's remuneration takes into account the local salary market and performance, though the weighting given to each of these two factors varies across the NOs.

The salary levels of National Directors are not comparable due to the different sizes of operations and varying cost of living.

The combined remuneration of the National Directors of the 20 Member NOs and Plan Italy is set out below:

	<b>2014 €000</b>	2013 €000
Salaries	<b>2,199</b>	2,239
Other short term employee benefits	<b>714</b>	611
Total Salaries and short-term employee benefits	<b>2,913</b>	2,850
Post-employment benefits	<b>273</b>	225
	<b>3,186</b>	3,075

The table below shows the number of National Directors with salaries (remuneration excluding non-salary short term benefits, post employment and termination benefits), falling in the following ranges:

	<b>Year to 30 June 2014 Number</b>	Year to 30 June 2013 Number
Up to €75,000	<b>3</b>	2
€75,001 - €100,000	<b>8</b>	8
€100,001 - €125,000	<b>5</b>	6
€125,001 - €150,000	<b>3</b>	3
€150,001 - €175,000	-	-
€175,001 - €200,000	<b>2</b>	1
€200,001 - €225,000	-	1

## 6. Fund balances

	30 June 2013 €000	Additions/ (reductions) €000	Translation differences €000	30 June 2014 €000
<b>Unrestricted fund balances</b>				
Net investment in property, plant and equipment and intangible assets	42,467	2,519	296	<b>45,282</b>
Unrealised gains/(losses) on investments available for sale	1,531	(164)	(82)	<b>1,285</b>
Remeasurements of post employment benefit obligations	(432)	102	-	<b>(330)</b>
Funds available for future expenditure	79,170	(28,802)	(1,672)	<b>48,696</b>
Prefinancing fund	22,035	(1,786)	-	<b>20,249</b>
<b>Total unrestricted fund balances</b>	<b>144,771</b>	<b>(28,131)</b>	<b>(1,458)</b>	<b>115,182</b>
<b>Temporarily restricted fund balances</b>				
Advance payments by sponsors	13,741	(583)	(380)	<b>12,778</b>
Donor-restricted contributions not yet spent	77,822	51,478	(1,368)	<b>127,932</b>
Other restricted funds	28,278	(10,510)	-	<b>17,768</b>
<b>Total temporarily restricted fund balances</b>	<b>119,841</b>	<b>40,385</b>	<b>(1,748)</b>	<b>158,478</b>
<b>Permanently restricted fund balances</b>				
Donor-restricted fund balances	13,537	862	(608)	<b>13,791</b>
Statutory fund balances	2,199	-	(95)	<b>2,104</b>
<b>Total permanently restricted fund balances</b>	<b>15,736</b>	<b>862</b>	<b>(703)</b>	<b>15,895</b>
<b>Total fund balances</b>	<b>280,348</b>	<b>13,116</b>	<b>(3,909)</b>	<b>289,555</b>
Cumulative foreign exchange differences included within fund balances	3,320	-	(3,909)	<b>(589)</b>

	30 June 2012 €000	Additions/ (reductions) Restated €000	Translation differences €000	30 June 2013 €000
<b>Unrestricted fund balances</b>				
Net investment in property, plant and equipment and intangible assets	33,259	8,271	937	42,467
Unrealised gains/(losses) on investments available for sale	1,071	497	(37)	1,531
Remeasurements of post employment benefit obligations	-	(432)	-	(432)
Funds available for future expenditure	103,302	(19,755)	(4,377)	79,170
Prefinancing fund	31,628	(9,593)	-	22,035
<b>Total unrestricted fund balances</b>	<b>169,260</b>	<b>(21,012)</b>	<b>(3,477)</b>	<b>144,771</b>
<b>Temporarily restricted fund balances</b>				
Advance payments by sponsors	16,359	(1,783)	(835)	13,741
Donor-restricted contributions not yet spent	98,432	(19,009)	(1,601)	77,822
Other restricted funds	13,791	15,044	(557)	28,278
<b>Total temporarily restricted fund balances</b>	<b>128,582</b>	<b>(5,748)</b>	<b>(2,993)</b>	<b>119,841</b>
<b>Permanently restricted fund balances</b>				
Donor-restricted fund balances	12,132	2,008	(603)	13,537
Statutory fund balances	2,633	305	(739)	2,199
<b>Total permanently restricted fund balances</b>	<b>14,765</b>	<b>2,313</b>	<b>(1,342)</b>	<b>15,736</b>
<b>Total fund balances</b>	<b>312,607</b>	<b>(24,447)</b>	<b>(7,812)</b>	<b>280,348</b>
Cumulative foreign exchange differences included within fund balances	11,132	-	(7,812)	3,320

The fund balances presented in the combined financial statements are not available for distribution.

With the implementation of IAS 19 (Revised) Employee benefits, fund balances at 30 June 2013 have been reclassified to show a deficit balance of €432k relating to remeasurements of post employment benefit obligations separately from funds available for future expenditure.

## 7. Financial risk management

Plan's activities expose it to a variety of financial risks: market risk (including foreign exchange risk, interest rate risk and price risk), credit risk and liquidity risk. Plan seeks to minimise the potential adverse effects of these financial risks. Risk management is carried out under policies approved by PI Inc's International Board. Plan's policy is to be risk averse and not to take speculative positions in foreign exchange contracts or any derivative financial instruments.

### a. Market risk

#### (i) Foreign exchange risk

Plan's NOs receive the majority of their income and incur expenditure in their domestic currency and therefore have a natural hedge against exchange rate fluctuations.

PI Inc faces exchange rate exposure as expenditure is not incurred in the same currencies as income and some income is received in currencies other than the Euro. The purpose of PI Inc's hedging policy is to protect against the risk that there could be a significant change in the funds available for programme expenditure due to exchange rate fluctuations. PI Inc uses natural hedges, principally in the Euro, Sterling and US dollars, which cover around one third of expenditure. PI Inc also enters into forward foreign exchange contracts to manage certain of its exchange rate exposures. Forward foreign exchange contracts equivalent to 50-80% of the forecast monthly expenditure are entered into where the country of operation is economically and politically stable, where a hedging product is available and where this level of expenditure is equivalent to a marketable forward amount for the relevant currency.

The hedging policy approved by the International Board uses forward foreign exchange contracts with up to 15 months maturity to purchase currencies. At 30 June 2014 and 30 June 2013 there were no open forward contracts.

At 30 June 2014, if the Euro had weakened / strengthened against all other currencies by 10% with all other variables held constant, then income and fund balances would have been €2 million higher/lower.

#### ii) Price risk

Plan is exposed to equity and debt security price risks because of investments held to maturity or investments available for sale. These securities are held in 6 NOs which mitigates the price risk arising from investments. Each NO sets its own investment policy. Assuming that equity indices had increased/decreased by 5% with all other variables held constant and that all Plan's equity investments moved in line with the index, then other comprehensive income and fund balances would have been €0.8 million (2013: €0.7 million) higher/lower.

### (iii) Interest rate risk

All bank deposits had a maturity date of less than one year and most interest-bearing investments had a maturity date or interest reset date of less than 1 year in the year to 30 June 2014 and the previous year. In view of this and the fact that interest income is small in relation to total income, changes in interest rates do not currently present a material risk to Plan. At 30 June 2014, if interest rates had been 50 basis points higher/lower with all other variables held constant, investment income for the year and fund balances at 30 June 2014 would have been €1.2 million (2013: €1.3 million) higher/lower. Cash and investments are held in many currencies and yields in the year to 30 June 2014 ranged from 0% to 8.3% (2013: from 0.02% to 9.00%).

The maturity profile of bank deposits and interest bearing investments is shown below:

	0 – 1 year €000	1 – 3 years €000	Over 3 years €000	30 June 2014 €000
Cash and cash equivalents	242,641	-	-	<b>242,641</b>
Current asset investments available for sale	2,810	-	-	<b>2,810</b>
Current asset investments held to maturity	2,844	-	-	<b>2,844</b>
Non current asset investments available for sale	3,572	92	734	<b>4,398</b>
Non current asset investments held to maturity	-	-	1,431	<b>1,431</b>
<b>Total at 30 June 2014</b>	<b>251,867</b>	<b>92</b>	<b>2,165</b>	<b>254,124</b>

	0 – 1 year €000	1 – 3 years €000	Over 3 years €000	30 June 2013 €000
Cash and cash equivalents	247,550	-	-	247,550
Current asset investments available for sale	4,578	-	-	4,578
Current asset investments held to maturity	141	-	-	141
Non current asset investments available for sale	-	2,828	2,941	5,769
Non current asset investments held to maturity	-	-	-	-
<b>Total at 30 June 2013</b>	<b>252,269</b>	<b>2,828</b>	<b>2,941</b>	<b>258,038</b>

### b. Credit risk

Credit risk arises mainly on cash and cash equivalents. Receivables and advances include small loans advanced under microfinance schemes, which are almost fully provided for in both 2014 and 2013, as these carry a high risk of default. Other receivables and advances are spread across all the countries in which Plan operates and this minimises the exposure to credit risk. Any large receivables due from individual organisations generally comprise grants receivable from public bodies. The aggregate maximum credit risk at 30 June 2014 was €282 million (2013: €288 million). The table below shows the combined cash balances held by PI Inc, its subsidiaries and the NOs with the five largest bank counterparties at the balance sheet date.

	30 June 2014		30 June 2013	
	Rating	Balance €000	Rating	Balance €000
Counterparty A	A1	31,706	A1	34,972
Counterparty B	A1	30,798	A1	23,210
Counterparty C	A1	20,771	A1	21,924
Counterparty D	A1	19,319	A1	18,035
Counterparty E	A1	17,091	A1	10,478

PI Inc's policy is to hold cash and investments with institutions with short term ratings of at least A2 or equivalent, whenever possible, but this is not always achievable given the countries in which Plan operates. Investments held to maturity are corporate and government bonds held by NOs. Cash and investments are analysed below into those held with institutions with short term ratings of A or better and those held with other institutions.

	Bank deposits & cash €000	Debt securities €000	Equities €000	30 June 2014 €000
<b>Rated A or better</b>				
Cash and cash equivalents	211,861	-	-	<b>211,861</b>
Current asset investments available for sale	-	2,810	3,130	<b>5,940</b>
Current asset investments held to maturity	-	2,844	-	<b>2,844</b>
Non-current asset investments available for sale	-	4,108	-	<b>4,108</b>
Non-current asset investments held to maturity	-	1,431	30	<b>1,461</b>
<b>Total rated A or better</b>	<b>211,861</b>	<b>11,193</b>	<b>3,160</b>	<b>226,214</b>
<b>Other</b>				
Cash and cash equivalents	30,780	-	-	<b>30,780</b>
Current asset investments available for sale	-	-	11,666	<b>11,666</b>
Current asset investments held to maturity	-	-	172	<b>172</b>
Non-current asset investments available for sale	-	290	1,550	<b>1,840</b>
<b>Total other</b>	<b>30,780</b>	<b>290</b>	<b>13,388</b>	<b>44,458</b>
<b>Total</b>				
Cash and cash equivalents	242,641	-	-	<b>242,641</b>
Current asset investments available for sale	-	2,810	14,796	<b>17,606</b>
Current asset investments held to maturity	-	2,844	172	<b>3,016</b>
Non-current asset investments available for sale	-	4,398	1,550	<b>5,948</b>
Non-current asset investments held to maturity	-	1,431	30	<b>1,461</b>
<b>Total cash and investments</b>	<b>242,641</b>	<b>11,483</b>	<b>16,548</b>	<b>270,672</b>

	Bank deposits & cash €000	Debt securities €000	Equities €000	30 June 2013 €000
<b>Rated A or better</b>				
Cash and cash equivalents	228,899	-	-	228,899
Current asset investments available for sale	-	4,578	100	4,678
Current asset investments held to maturity	-	141	-	141
Non-current asset investments available for sale	-	5,769	-	5,769
Non-current asset investments held to maturity	-	-	30	30
<b>Total rated A or better</b>	<b>228,899</b>	<b>10,488</b>	<b>130</b>	<b>239,517</b>
<b>Other</b>				
Cash and cash equivalents	18,651	-	-	18,651
Current asset investments available for sale	-	-	12,625	12,625
Non-current asset investments available for sale	-	-	1,388	1,388
<b>Total other</b>	<b>18,651</b>	<b>-</b>	<b>14,013</b>	<b>32,664</b>
<b>Total</b>				
Cash and cash equivalents	247,550	-	-	247,550
Current asset investments available for sale	-	4,578	12,725	17,303
Current asset investments held to maturity	-	141	-	141
Non-current asset investments available for sale	-	5,769	1,388	7,157
Non-current asset investments held to maturity	-	-	30	30
<b>Total cash and investments</b>	<b>247,550</b>	<b>10,488</b>	<b>14,143</b>	<b>272,181</b>

### c. Liquidity risk

Plan commits to expenditure only when funds are available and seeks to maintain cash required for liquidity as set out in note 1f to these combined financial statements. Therefore liquidity risk is kept to a minimum. This is reflected in the combined statement of financial position where current assets of €311 million are 4 times larger than current liabilities of €70 million. Plan uses bank overdrafts to meet short term financing requirements. As at 30 June 2014, the aggregate value of these bank overdrafts was €1.9 million (2013: €0.3 million). In addition, at 30 June 2014, Plan Korea had a long term bank loan of €1.8 million (2013: nil) used to purchase the land and buildings it occupies.

### d. Fair value estimation

The table below analyses financial instruments carried at fair value, by valuation method. The different levels have been defined as follows:

- Quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities (level 1).
- Inputs other than quoted prices that are observable for the asset or liability, either directly (that is, as prices) or indirectly (that is, derived from prices) (level 2).
- Inputs for the asset or liability that are not based on observable market data (level 3).

There have been no changes in valuation method and no transfers between levels.

The following table presents the financial instruments that are measured at fair value at 30 June 2014:

	Level 1	Level 2	Level 3	30 June 2014
	€000	€000	€000	€000
Available for sale financial assets:				
- Current asset investments	17,606	-	-	<b>17,606</b>
- Non current asset investments	5,948	-	-	<b>5,948</b>
<b>Total assets</b>	<b>23,554</b>	-	-	<b>23,554</b>

The following table presents the financial instruments that are measured at fair value at 30 June 2013:

	Level 1	Level 2	Level 3	30 June 2013
	€000	€000	€000	€000
Available for sale financial assets:				
- Current asset investments	17,303	-	-	17,303
- Non current asset investments	7,157	-	-	7,157
<b>Total assets</b>	<b>24,460</b>	-	-	<b>24,460</b>

The fair value of the investments held to maturity and available for sale investments, is based on market prices obtained from financial institutions at the balance sheet date.

The fair value of investments held to maturity at 30 June 2014 was €4.5 million (2013: €0.2 million). In 2014 and 2013 there were no realised or unrealised gains or losses on investments held to maturity. On investments available for sale the unrealised gain as at 30 June 2014 was €1.3 million (2013: €1.6 million) and the realised gain was €1.5 million (2013: €0.4 million). There were no unrealised or realised losses (2013: nil unrealised loss and €0.3 million realised loss).

The fair value of cash and cash equivalents, receivables and advances and accounts payable is in line with their carrying values in the combined financial statements. All cash, investments and other monetary items held in foreign currencies at 30 June were converted to Euros at the spot exchange rate on that date.

### e. Cash and investments

Cash and investments at 30 June 2014 were held in the following currencies:

	Cash and cash equivalents	Current asset investments available for sale	Current asset investments held to maturity	Non current asset investments available for sale	Non current asset investments held to maturity	Total
	€000	€000	€000	€000	€000	€000
Euro	79,255	3,834	-	-	-	<b>83,089</b>
Canadian dollar	35,169	-	-	4,454	-	<b>39,623</b>
US dollar	33,276	10,962	-	759	-	<b>44,997</b>
Yen	8,109	2,810	-	734	1,431	<b>13,084</b>
Norwegian krone	19,155	-	-	-	-	<b>19,155</b>
Swedish krona	9,064	-	-	-	-	<b>9,064</b>
Australian dollar	11,422	-	984	-	-	<b>12,406</b>
Sterling	19,390	-	-	-	-	<b>19,390</b>
Other	27,801	-	2,032	1	30	<b>29,864</b>
	<b>242,641</b>	<b>17,606</b>	<b>3,016</b>	<b>5,948</b>	<b>1,461</b>	<b>270,672</b>

Cash and investments at 30 June 2013 were held in the following currencies:

	Cash and cash equivalents	Current asset investments available for sale	Current asset investments held to maturity	Non current asset investments available for sale	Non current asset investments held to maturity	Total
	€000	€000	€000	€000	€000	€000
Euro	66,589	694	-	1	-	67,284
Canadian dollar	42,045	3,967	-	4,133	-	50,145
US dollar	26,816	12,366	-	689	-	39,871
Yen	14,240	-	-	2,334	-	16,574
Norwegian krone	27,262	-	-	-	-	27,262
Swedish krona	14,967	-	-	-	-	14,967
Australian dollar	6,702	-	141	-	-	6,843
Sterling	14,948	-	-	-	-	14,948
Other	33,981	276	-	-	30	34,287
	<b>247,550</b>	<b>17,303</b>	<b>141</b>	<b>7,157</b>	<b>30</b>	<b>272,181</b>

There were no impairment provisions on available for sale financial assets in 2014 or 2013.

### f. Interests in trusts

Plan has a right to receive future income from certain trusts set up by third party donors. The arrangements vary from trust to trust, but in general Plan has an irrevocable right to participate in the income generated by the trust and/or will receive a share of the capital held by the trust at some future date. Plan's interests in these trusts are recorded at their fair value, based on the discounted value of the expected future cash receipts or the value of the assets held by the trust, as appropriate. As at 30 June 2014, the fair value of these interests amounted to €0.9 million (2013: €0.9 million)

## g. Financial liabilities

Forward foreign exchange contracts are held at fair value as set out in note 7a(i). All other financial liabilities are held at amortised cost.

## h. Receivables and advances

Receivables and advances were held in the following currencies:

	Current Assets		Non-current assets	
	2014	2013	2014	2013
	€000	€000	€000	€000
US dollar	<b>6,434</b>	6,945	-	-
Euro	<b>3,478</b>	4,627	<b>1,931</b>	54
Sterling	<b>6,710</b>	6,447	-	257
Canadian dollar	<b>974</b>	1,364	-	-
Norwegian krone	<b>1,984</b>	1,635	-	-
Swedish krona	<b>709</b>	897	-	-
Other	<b>5,994</b>	7,592	<b>341</b>	621
	<b>26,283</b>	29,507	<b>2,272</b>	932

Receivables and advances are stated net of provisions amounting to €2.3 million (2013: €2.5 million).

## i. Capital management

The capital held by Plan is categorised in fund balances, for which the amounts for the years ended 30 June 2014 and 2013 and the movements for the year are set out in note 6. Total fund balances of €287 million (2013: €280 million) include €2 million (2013: €2 million) of statutory reserves which are held to meet regulatory requirements for not for profit organisations in some of the countries in which NOs operate. Other fund balances are held by PI Inc in accordance with the PI Inc reserve policy or by NOs in accordance with their own reserve policy or as otherwise approved by their Boards. These purposes are explained in note 1f.

## 8. Inventory

Inventory is as follows:

	2014	2013
	€000	€000
Inventory for trading activities	<b>408</b>	342
Inventory for distribution to beneficiaries	<b>10,421</b>	2,467
<b>Total inventory</b>	<b>10,829</b>	2,809

The inventory for distribution to beneficiaries comprises malaria bed nets and disaster packs in 2014 and food and disaster packs in 2013, purchased with donor contributions or received as gifts in kind, but not distributed to beneficiaries before 30 June.

## 9. Property, plant and equipment and intangible assets

	Land and buildings €000	Equipment €000	Tangible assets €000	Intangible assets €000	Total €000
<b>Cost</b>					
Prior year					
1 July 2012	6,376	50,439	56,815	34,070	90,885
Additions	2,971	10,336	13,307	7,088	20,395
Disposals	(283)	(3,783)	(4,066)	(593)	(4,659)
Impairment	-	-	-	(93)	(93)
Exchange adjustments	(238)	(845)	(1,083)	(1,604)	(2,687)
<b>30 June 2013</b>	<b>8,826</b>	<b>56,147</b>	<b>64,973</b>	<b>38,868</b>	<b>103,841</b>
Current year movements					
Additions	4,594	5,397	9,991	4,365	14,356
Disposals	(303)	(1,879)	(2,182)	(3,782)	(5,964)
Impairment	-	-	-	(193)	(193)
Reclassification	-	172	172	(172)	-
Exchange adjustments	95	(621)	(526)	984	458
<b>30 June 2014</b>	<b>13,212</b>	<b>59,216</b>	<b>72,428</b>	<b>40,070</b>	<b>112,498</b>

### Accumulated depreciation and amortisation

Prior year					
1 July 2012	2,599	32,182	34,781	22,845	57,626
Charge for the year	373	6,573	6,946	3,026	9,972
Disposals	(2)	(3,715)	(3,717)	(593)	(4,310)
Exchange adjustments	(52)	(544)	(596)	(1,318)	(1,914)
<b>30 June 2013</b>	<b>2,918</b>	<b>34,496</b>	<b>37,414</b>	<b>23,960</b>	<b>61,374</b>
Current year movements					
Charge for the year	830	7,211	8,041	4,235	12,276
Disposals	-	(2,383)	(2,383)	(3,899)	(6,282)
Exchange adjustments	(62)	(593)	(655)	503	(152)
<b>30 June 2014</b>	<b>3,686</b>	<b>38,731</b>	<b>42,417</b>	<b>24,799</b>	<b>67,216</b>
Net book value:					
<b>30 June 2014</b>	<b>9,526</b>	<b>20,485</b>	<b>30,011</b>	<b>15,271</b>	<b>45,282</b>
30 June 2013	5,908	21,651	27,559	14,908	42,467

Included in intangible assets is €1.1 million (2013: €5.6 million) relating to internally generated software for internal use which is in the course of construction.

## 10. Accrued post employment benefits

Accrued post employment benefits represent Plan's estimated obligation to employees who have an unconditional legal entitlement to termination benefits or to a payment on resignation either under local statute or their employment contract. The nature of these arrangements and the key assumptions used to estimate the obligation are explained in note 1m. The movement in the accrual during 2014 and 2013 is as follows:

	2014 €000	2013 €000
At 1 July	20,774	20,735
Total expense	6,306	6,064
Benefits paid	(4,780)	(6,025)
<b>At 30 June</b>	<b>22,300</b>	20,774

## 11. Pension plans

### a. Defined contribution pension plans

The majority of Plan's pension arrangements for staff are defined contribution schemes. These schemes are governed by local statutory regulations and pension fund assets are held independently of Plan's assets.

16 defined contribution schemes exist in 12 countries in which PI Inc or its subsidiaries operate. These include two defined contribution pension plans for expatriate employees, one for US citizens and one for non-US citizens. In addition, 14 of Plan's NOs operate defined contribution schemes.

Contributions to defined contribution pension plans in 2014 totalled €5.6 million (2013: €5.7 million) which are charged to expense as contributions fall due.

In addition to Plan's defined benefit contribution schemes and the two NO defined contribution schemes explained in note 11b, Plan pays social security contributions to statutory government pension or social security schemes, which provide varying levels of post retirement benefit, in a further 31 PI Inc countries and a further 4 NO countries. Including these, there is some level of post retirement benefit to which Plan contributes in 90% of the countries in which Plan operates.

### b. Defined benefit pension plans

Two member NOs, Plan Netherlands and Plan Norway operate defined benefit pension plans. Funding of the defined benefit pension plans is determined by local pension trustees in accordance with local statutory requirements and local actuarial advice. The trustees of the defined benefit pension plans consider that their plans are adequately funded. The amount recognised on the combined statement of financial position in respect of the defined benefit pension plans has been calculated on the basis described in accounting policy "1m - Non-current liabilities - post employment benefits and pension obligations" by independent actuaries.

IAS 19 (Revised) prescribes the accounting and disclosure by employers for employee benefits. Actuarial gains and losses (remeasurements) arising from the valuation of defined benefit pension schemes are no longer permitted to be recognised in the combined income statement and must be recognised immediately in other comprehensive income. In addition, IAS 19 (Revised) also replaces interest cost and expected return on plan assets with a net interest amount that is calculated by applying the discount rate to the net defined benefit liability (asset). IAS 19 (Revised) has been applied retrospectively and comparative figures restated accordingly. Details of the impact of these restatements are detailed below. The impact of the implementation of IAS 19 (Revised) on the Group's results for the 2014 has been to increase other operating costs by €102k (2013: decrease by €432k) and reduce / increase the excess / (deficit) of income over expenditure by the same amount in each period. There has been no impact on the net retirement benefit liability or total fund balances for the years ended 30 June 2014, 30 June 2013 or 30 June 2012.

The amounts recognised in expenditure for the two defined benefit pension plans are as follows:

	2014 €000	2013 Restated €000
Current Service cost	614	718
Interest cost on net defined liability	52	36
Administration expenses	96	114
<b>Total</b>	<b>762</b>	868

Expected contributions to the plans for the year ending 30 June 2015 are €1.0 million.

The amounts recognised in the combined statement of comprehensive income and expenditure are as follows:

	2014 €000	2013 Restated €000
Remeasurements of the Defined Benefit Obligation:		
Loss due to changes in demographic assumption	(115)	(85)
(Loss) / gain due to changes in financial assumptions	(1,112)	505
Gain / (loss) due to experience	11	(368)
Return on Plan assets excluding amounts included in interest income	1,338	(484)
Investment management cost	(20)	-
<b>Total gain / (loss)</b>	<b>102</b>	(432)

The movement in the net (liability) recognised in the combined statement of financial position for defined benefit pension plans is as follows:

	2014 €000	2013 Restated €000
At 1 July	(1,464)	(869)
Total expense	(762)	(868)
Contributions paid	698	666
Remeasurements	102	(432)
Currency translation effect	26	39
<b>At 30 June</b>	<b>(1,400)</b>	(1,464)

The movement in the present value of the defined benefit obligation is as follows, all arising in plans that are wholly or partly funded:

	2014 €000	2013 Restated €000
<b>Defined benefit obligation</b>		
At 1 July	(13,236)	(12,926)
Current service cost	(702)	(780)
Interest cost	(467)	(417)
Payroll tax	41	5
Employee contributions	(121)	(115)
Remeasurements:		
Experience (losses) / gains	(259)	190
Loss due to changes in demographic assumption	(25)	(85)
(Loss) / gain due to changes in financial measurements	(1,085)	506
Benefits paid	187	164
Past service cost	88	118
Currency translation effect	119	104
<b>At 30 June</b>	<b>(15,460)</b>	(13,236)
<b>Of which:</b>		
<b>Plan Netherlands pension plan</b>	<b>(13,289)</b>	(11,293)
<b>Plan Norway pension plan</b>	<b>(2,171)</b>	(1,943)





## 12. Provisions for other liabilities and charges

Provisions for other liabilities and charges are as follows:

	<b>2014</b>	2013
	<b>€000</b>	€000
Split interest trusts	<b>225</b>	188
Building lease incentive	<b>2,094</b>	2,379
Other	<b>212</b>	950
<b>Total provisions for other liabilities and charges</b>	<b>2,531</b>	3,517

	<b>Split interest trust</b>	<b>Lease incentive</b>	<b>Other</b>	<b>Total</b>
	<b>€000</b>	<b>€000</b>	<b>€000</b>	<b>€000</b>
At 1 July 2013	188	2,379	950	3,517
Additional provisions	47	107	-	154
Used during the year	-	(432)	(772)	(1,204)
Currency translation effects	(10)	40	34	64
<b>At 30 June 2014</b>	<b>225</b>	<b>2,094</b>	<b>212</b>	<b>2,531</b>

The split interest trust is an arrangement whereby a donor contributes assets in exchange for a promise from Plan to pay the donor a fixed amount for a specified period of time and the related liability is shown as a provision. The lease incentive represents property lease incentives that are being released against rental expenditure over the life of the lease.

## 13. Contingencies and commitments

### a. Contingent liabilities

Plan is involved in various legal and employment taxation disputes, the outcome of which is uncertain. The best current estimation of the maximum potential impact on Plan's financial position is €5.3 million (2013: €5.5 million) in aggregate.

### b. Capital commitments

Contracts for capital expenditure not provided in the financial statements amount to approximately €0.03 million (2013: €1.0 million).

### c. Operating leases

Plan's combined rent expense for the year was €14.1 million (2013: €13.6 million). Plan has non-cancellable operating leases for buildings occupied by several NOs, PI Inc and Plan Ltd. Lease terms vary by location. Total future minimum operating lease payments under leases existing as at 30 June are as follows:

	<b>At 30 June 2014</b>			At 30 June 2013		
	Rent	Other operating leases	Total	Rent	Other operating leases	Total
	€000	€000	€000	€000	€000	€000
Within one year	11,048	500	<b>11,548</b>	10,177	460	10,637
Between one and five years	24,343	1,433	<b>25,776</b>	23,945	1,064	25,009
After 5 years	14,884	152	<b>15,036</b>	14,032	20	14,052

## 14. Related parties

Hilfe mit Plan is an independent foundation, registered in Germany that administers a number of independent non-Plan trusts. As two of its directors are also on the Board of Plan Germany, Hilfe mit Plan is considered to be a related party of Plan Germany. During the year Plan Germany donated €0.1 million (2013: €2.7 million) to Hilfe mit Plan.

In 2012, Hilfe mit Plan purchased the building that was partly occupied by Plan Germany and completed its refurbishment in 2013. Rent income from Plan Germany is providing a steady source of income for Hilfe mit Plan. Space is also rented occasionally to other organisations, particularly other non-governmental organisations, mainly through use of meeting and events facilities. Plan Germany has secured rent predictability and cost stability for future years through the arrangement. Plan Germany paid rentals of €0.5million (2013: €0.1million) to Hilfe mit Plan.

Plan Germany received donations of €1.6 million (2013: €1.5 million) from Hilfe mit Plan and its independent trusts for development programmes. There were no amounts owing to or from Hilfe mit Plan at 30 June 2014 or 30 June 2013.



**Plan**

**Plan  
International Headquarters  
Dukes Court  
Duke Street  
Woking  
Surrey GU21 5BH  
United Kingdom**

**t +44 (0) 1483 755155  
f +44 (0) 1483 756505  
e [info@plan-international.org](mailto:info@plan-international.org)  
[plan-international.org](http://plan-international.org)**